



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 20 AOUT, 1892.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2837

#### Nominations

##### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. Résène Beaumier, Joseph Desrochers et Théophile Sévigny, commissaires pour la décision sommaire des petites causes, dans la paroisse de Saint-Médard de Warwick, comté d'Arthabaska, et de révoquer l'ancienne commission, en date du 2 mars 1882.

LOUIS P. PELLETIER,  
Secrétaire.

3819

##### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de faire les nominations suivantes de juges de paix, savoir :

Pour le district de Saint-Hyacinthe : MM. Joseph Côté et Xavier Blanchard, de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur ; Alphonse Raymond, de la cité de Saint-Hyacinthe ; Odilon Hébert, Noé Gervais et Joseph V. Brin, de la paroisse de Saint-Charles.

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20th AUGUST, 1892.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2838

#### Appointments

##### SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs Résène Beaumier, Joseph Desrochers and Théophile Sévigny, commissioners for the summary trial of small causes, in the parish of Saint Médard de Warwick, county of Arthabaska, and to revoke the former commission, dated the 2nd March, 1882.

LOUIS P. PELLETIER,  
Secretary.

3820

##### SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to make the following appointments of justices of the peace :

For the district of Saint Hyacinthe : Messrs. Joseph Côté and Xavier Blanchard, of the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur ; Alphonse Raymond, of the city of Saint Hyacinthe, Odilon Hébert, Noé Gervais and Joseph V. Brin, of the parish of Saint Charles.

Pour le district de Montréal : MM. Stewart J. Carter et John Hyde, tous deux de la cité de Montréal.

LOUIS P. PELLETIER,  
Secrétaire.

3839

## Proclamations

Canada, }  
Province de } A. R. ANGERS.  
Québec. }  
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } ATTENDU que Nous  
Proc.-Général. } A avons jugé à propos  
de changer les époques de la tenue des termes de la COUR DE CIRCUIT du district de BEDFORD, dans les comtés de SHEFFORD, MISSISQUOI et BROME ;

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons que les termes de la COUR DE CIRCUIT dans et pour le district de BEDFORD, dans les comtés de SHEFFORD, MISSISQUOI et BROME seront changés, et qu'à l'avenir les termes de la dite Cour seront tenus comme suit, dans les comtés ci-après mentionnés, savoir :

Dans le comté de SHEFFORD, à WATERLOO, les VINGT-SIXIEME, VINGT-SEPTIEME et VINGT-HUITIEME jours des mois de JANVIER, AVRIL, JUIN et OCTOBRE ;

Dans le comté de MISSISQUOI, à FARNHAM, les VINGT-NEUVIEME et TRENTIEME jours des mois de JANVIER, AVRIL, JUIN et OCTOBRE ;

Dans le comté de MISSISQUOI, à BEDFORD, les VINGT-SIXIEME et VINGT-SEPTIEME jours des mois de FEVRIER, MAI, SEPTEMBRE et NOVEMBRE ;

Dans le comté de BROME, à KNOWLTON, les VINGT-HUITIEME et VINGT-NEUVIEME jours des mois de MARS, MAI, SEPTEMBRE et DECEMBRE, tous ces jours inclusivement.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE-REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce ONZIEME jour d'AOUT, ans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,  
LOUIS P. PELLETIER,  
Secrétaire.

3841

For the district of Montreal : Messrs. Stewart J. Carter and John Hyde, both of the city of Montreal

LOUIS P. PELLETIER,  
Secretary.

3840

## Proclamations

Canada, }  
Province of } A. R. ANGERS.  
Quebec. }  
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

## PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, } WHEREAS, We have  
Atty.-General. } deemed it advisable  
to alter the dates of the holding of the CIRCUIT COURT of the district of BEDFORD, in the counties of SHEFFORD, MISSISQUOI and BROME.

NOW KNOW YE, that by and with the advice of the Executive Council of Our Province of Quebec, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order that the terms of the CIRCUIT COURT, in and for the district of BEDFORD, in the counties of SHEFFORD, MISSISQUOI and BROME, be altered, and in future the said Court shall be held as follows, to wit :

In the county of SHEFFORD, at WATERLOO, on the TWENTY-SIXTH, TWENTY-SEVENTH and TWENTY-EIGHTH days of the months of JANUARY, APRIL, JUNE and OCTOBER ;

In the county of MISSISQUOI, at FARNHAM, on the TWENTY-NINTH and THIRTIETH days of the months of JANUARY, APRIL, JUNE and OCTOBER ;

In the county of MISSISQUOI, at BEDFORD, on the TWENTY-SIXTH and TWENTY-SEVENTH days of the months of FEBRUARY, MAY, SEPTEMBER and NOVEMBER ;

In the county of BROME, at KNOWLTON, on the TWENTY-EIGHTH and TWENTY-NINTH days of the months of MARCH, MAY, SEPTEMBER and DECEMBER.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honourable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this ELEVENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By command,  
LOUIS P. PELLETIER,  
Secretary.

3842

Canada,  
Province de }  
Québec.  
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TROISIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et à chacun de vous—SALUT :

## PROCLAMATION

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le TROISIEME jour du mois d'AOUT, mil huit cent quatre-vingt-douze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province en Notre Cité de Québec, LUNDI, le DOUZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

3579

Canada,  
Province of }  
Quebec.  
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety two, you and each of you—GREETING :

## PROCLAMATION

WHEREAS the meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the THIRD day of the month of AUGUST, one thousand eight hundred and ninety-two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on MONDAY, the TWELFTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honourable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-EIGHTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By Command,

L. DELORME,

Clerk of the Crown in Chancery,  
Quebec

3580

## Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6052.

Duhamel.

Lot 60, du 5ème rang, à Alexandre Dion.

E. E. TACHE,

Assistant-commissaire,

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 9 août 1892.

## Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6052.

Duhamel.

Lot 60, in 5th range, to Alexandre Dion.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Crown Lands Department,  
Quebec, 9th August, 1892.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste : Adj. 6053.

*Bulstrode.*

Lot 19, du 10ème rang, à Michel O'Shaughnessey.  
E. E. TACHE,

Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 19 août 1892.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6054.

*Auckland.*

Lot-15, dans le rang "A", à Joseph Corbeille.

E. E. TACHE,

Assistant-commissaire

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 9 août 1892.

3767 2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant

## PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list : Adj. 6053.

*Bulstrode.*

Lot 19, in 10th range, to Michel O'Shaughnessey.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Crown Lands Department.

Quebec, 19th August, 1892.

## PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6054.

*Auckland.*

Lot 15, in range "A", to Joseph Corbeille.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Crown Lands Department.

Quebec, 9th August, 1892.

3768

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53 -All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting, to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval

l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant qu'un projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2249 G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un navire, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une muni-

of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mention also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2250 G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal

cipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé en nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Fazette Officielle de Quebec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et s'il n'y a pas de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des rains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire

of the site of a County Town or of any local offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be

amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

' Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.'

L. DELORME,

2251 Greffier de l'Assemblée Législative.

repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME,

2252 Clerk of the Legislative Assembly

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No. 322.

Dame Marie Virginie Georgiana Rodrigue, de la ville de Lachute, épouse commune en biens de Charles Charlebois, manufacturier, du même lieu,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Charles Charlebois, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatorzième jour de juillet courant.

J. D. LEDUC,

Avocat de la Demanderesse.

Sainte-Scholastique, 16 juillet 1892. 3811

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No. 330.

Dame Mary Kettyle, de la ville de Lachute, dit district, épouse commune en biens de James Drysdale, charpentier et menuisier, du même lieu,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit James Drysdale, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le dit défendeur.

J. D. LEDUC,

Avocat de la Demanderesse.

Saint-Scholastique, 8 août 1892. 3313

Province de Québec, }  
District de Bedford, } *Cour Supérieure.*  
No. 4887.

Dame Marguerite Duval, de la partie ouest de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame des Anges de Stanbridge, dans le dit district, épouse de Napoléon Duquette, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Napoléon Duquette, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, dans cette cause.

Z. E. CORNELL,

Procureur de la Demanderesse.

Sweetsburg, 18 juillet 1892. 3815

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Dame Jennie Rotsalt *alias* Rothschild, de la Rivière Désert, dans le district d'Ottawa, femme de Max Goldberg, de la même place, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Max Goldberg, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause par la demanderesse contre le dit défendeur.

J. P. COOKE,

Procureur de la Demanderesse.

Aylmer, 25 juillet 1892. 3817

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 322.

Dame Marie Virginie Georgiana Rodrigue, of Lachute, wife common as to property of Charles Charlebois, manufacturer, of the same place,  
Plaintiff ;

vs.

The said Charles Charlebois, Defendant.  
An action for separation as to property was instituted in this matter, on the fourteenth day of July instant.

J. D. LEDUC,

Attorney for Plaintiff.

Sainte Scholastique, 16th July, 1892. 3812

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 330.

Dame Mary Kettyle, of the town of Lachute, said district, wife *commune en biens* with James Drysdale, carpenter and joiner, of the same place,  
Plaintiff ;

vs.

The said James Drysdale, Defendant.  
An action for separation as to property was instituted in this matter, this day, against said defendant.

J. D. LEDUC,

Attorney for Plaintiff.

Sainte Scholastique, 8th August, 1892. 3814

Province of Quebec, }  
District of Bedford, } *Superior Court.*  
No. 4887.

Dame Marguerite Duval, of the west part of the municipality of the parish of Notre Dame des Anges de Stanbridge, in said district, wife of Napoléon Duquette, of the same place, farmer, duly authorized to *ester en justice* herein,  
Plaintiff ;

vs.

The said Napoleon Duquette, Defendant.  
An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

Z. E. CORNELL,

Attorney for Plaintiff.

Sweetsburg, 18th July, 1892. 3816

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*

Dame Jennie Rotsalt *alias* Rothschild, of River Desert, in the district of Ottawa, wife of Max Goldberg, of the same place, duly authorized to *ester en justice*,  
Plaintiff ;

vs.

The said Max Goldberg, Defendant.  
An action in separation of property has been instituted in this cause by the plaintiff against said defendant.

J. P. COOKE,

Attorney for Plaintiff.

Aylmer, 25th July, 1892. 3818

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
No. 1056.

Elizabeth Papineau, de la cité de Montréal, a institué devant cette cour une séparation de biens contre Auguste Desève, plâtrier, du même lieu.

ARTHUR DESJARDINS,  
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 17 août 1892. 3837

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1038.

Dame Amelia Elizabeth Blgrave, des cité et district de Montréal, épouse de John Andrew Tees, du même lieu, agent d'immeubles, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit John Andrew Tees, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée dans la dite cour par la dite demanderesse contre le dit défendeur.

HUTCHINSON & OUGHTRED,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Montréal, 4 août 1892. 3713 2

Achille F. Belleau, John Trotter, Edmond Duchesneau, tous trois marchands, de la cité de Montréal, demanderont, sous un mois après la dernière publication de cet avis, conformément aux dispositions de l'article 4698 des statuts refondus de la province de Québec, des lettres patentes sous le grand Sceau octroyant une charte les constituant eux et autres qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé sous le nom de "St. Louis Hôtel Company", dans le but de posséder et tenir un hôtel dans la cité de Québec, et y faire des affaires y ayant rapport.

La dite cité de Québec sera sa principale place d'affaires, et son fonds social sera de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent actions de cent piastres chacune.

Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits Achille F. Belleau, John Trotter, et Edmond Duchesneau.

3791 2 PELLETIER et FONTAINE,  
Solliciteurs des Requérants.

VENTE PAR ENCAN DE FRET ET DE  
BAGAGE NON RECLAMES.

La compagnie de chemin de fer Québec Central donne avis par le présent qu'elle vendra par encan public à son entrepôt de fret, Sherbrooke, P. Q., jeudi, le 22e jour de septembre 1892, à dix heures de l'avant-midi, une quantité d'effets et de bagage non réclamés, consistant en instruments agricoles, machines, fournitures de maison et autres articles.

FRANK GRUNDY,  
Gérant général.  
Sherbrooke, 1er août 1892. 3777 2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1046.

Madame Philomène Contant, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.

David Louis Rey, son époux, horloger et commerçant, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. C. LACOSTE,  
Avocat de la Demanderesse.  
Montréal, 9 août 1892. 3793 2

Avis public est par le présent donné que Harvey P. Dwight, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, président de la compagnie de télégraphe

*Superior Court.—District of Montreal.*  
No. 1056.

Elizabeth Papineau, of the city of Montreal, has instituted an action in separation of property against Auguste Desève, plasterer, of the same place.

ARTHUR DESJARDINS,  
Advocate for Plaintiff

Montreal, 17th August, 1892. 3838

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1038.

Dame Amelia Elizabeth Blgrave, of the city and district of Montreal, wife of John Andrew Tees, of the same place, real estate agent, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said John Andrew Tees, Defendant.  
An action to obtain separation as to property has been, this day, instituted in the said court by the said plaintiff against the said defendant.

HUTCHINSON & OUGHTRED,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 4th August, 1892. 3714

Achille F. Belleau, John Trotter and Edmond Duchesneau, all three merchants, of the city of Montreal, will apply, within one month from the last insertion of this notice, in conformity with the provisions of article 4698 of the Revised Statutes of the province of Quebec, for letters patent under the great Seal, granting a charter of incorporation to the petitioners and others who may become shareholders of the company, to be created a body politic and incorporate under the name of "Saint Louis Hotel Company", for the purpose of owning and keeping an hotel in the city of Quebec, and of doing business in connection therewith.

The said city of Quebec will be its chief place of business, and its capital stock will be ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred shares of one hundred dollars each.

The first directors of the company will be the said Achille F. Belleau, John Trotter and Edmond Duchesneau.

3792 PELLETIER & FONTAINE,  
Attorneys for Petitioners.

AUCTION SALE OF UNCLAIMED FREIGHT  
AND BAGGAGE.

The Quebec Central Railway Company hereby give notice that they will sell by public auction, at their freight house, Sherbrooke, P. Q., on Thursday, 22nd day of September, 1892, at ten o'clock in the forenoon, a quantity of unclaimed freight and baggage consisting of agricultural implements, machinery household effects and other sundries.

FRANK GRUNDY,  
General manager.  
Sherbrooke, 1st August, 1892. 3778

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1046.

Madame Philomène Contant, of the city and district of Montréal, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

David Louis Rey, her husband, watchmaker and trader, of the same place, Defendant.

An action en séparation de biens has been instituted in this case.

J. C. LACOSTE,  
Attorney of the Plaintiff.  
Montreal, 9th August, 1892. 3794

Public notice is hereby given that Harvey P. Dwight, of the city of Toronto, in the province of Ontario, president of the Great North Western

Great North Western ; Frederick Royer, du même lieu, marchand ; William Wainright, des cité et district de Montréal, assistant général de la compagnie de chemin de fer Grand Tronc ; Frederick H. Waycott, du même lieu, gérant, et George B. Perry, de la dite cité de Toronto, comptable, ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir des lettres patentes d'incorporation dans le but de faire les affaires de télégraphe en général dans la province de Québec, sous le nom de The Anglo Provincial Telegraph Company, avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres, divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres chacune.

La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, et les susdites personnes seront les premiers directeurs de la compagnie.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,  
Procureurs des Requérants.  
Montréal, 27 juillet 1892. 3591 4

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
No. 4888.

Dame Lucy Alice Johnson, de la partie est du canton de Farnham, dit district, épouse de William S. Hooper, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

H. THOS. DUFFY,  
Procureur de la Demanderesse.  
Sweetsburg, 18 juillet 1892. 3545 4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Emma Charlebois, épouse de Zotique Pilon, commerçant, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice.  
Demanderesse ;

vs.

Défendeur.

La Demanderesse a, le vingt-un juillet courant, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

TAILLON, BONIN & PAGNUELO.  
Avocats de la Demanderesse.  
Montréal, 28 juillet 1892. 3613 4

*Cour Supérieure.—Montréal.*  
No. 2601.

Léontine Dagenais, épouse de Alexandre Huguet Latour, marchand, de la cité de Montréal, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Défendeur.

La demanderesse a, le seize février dernier, institué une action en séparation de biens contre le défendeur en cette cause.

LORANGER & MARTIN,  
Avocats de la Demanderesse.  
Montréal, 22 juillet 1892. 3539 4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la dite province, octroyant une charte d'incorporation aux requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, les constituant en corps incorporé.

1<sup>o</sup> Le nom de la compagnie incorporée sera : "La Compagnie de Téléphone des Marchands, de Montréal," (Limitée).

2<sup>o</sup> L'objet pour lequel la dite incorporation est demandée, est de faire les affaires en général se rapportant au téléphone et à l'électricité, avec pouvoir de construire, maintenir et mettre en opération une

Telegraph Company ; Frederick Royer, of the same place, merchant ; William Wainright, of the city and district of Montreal, assistant general manager of the Grand Trunk Railway Company ; Frederick H. Waycott, of the same place, manager, and George B. Perry, of the said city of Toronto, accountant, intend to apply to the lieutenant governor of the province of Quebec for incorporation by letters patent for the purpose of carrying on a general telegraphic business in the province of Quebec, under the name of the Anglo Provincial Telegraph Company, with a capital stock of twenty-five thousand dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

The chief place of business of the said company to be in the city of Montreal, and the aforesaid parties to be the first directors of the company.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,  
Attorneys for Applicants.  
Montreal, 27th July, 1892. 3592

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No. 4888.

Dame Lucy Alice Johnson, of the east part of the township of Farnham, in said district, wife of William S. Hooper, of the same place, farmer, duly authorized to ester en justice herein,  
Plaintiff ;

vs.

Defendant.

The said William S. Hooper,  
An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

H. THOS. DUFFY,  
Attorney for Plaintiff.  
Sweetsburg, 18th July, 1892. 3546

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Emma Charlebois, wife of Zotique Pilon, of the city of Montreal, in the district of Montreal, trader, duly authorized to ester en justice.  
Plaintiff ;

vs.

Defendant.

The said Zotique Pilon,  
The Plaintiff has, the twenty-first day of July instant, instituted an action in separation of property against the defendant.

TAILLON, BONIN & PAGNUELO.  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 28th July, 1892. 3614

*Superior Court.—Montreal.*  
No. 2601.

Léontine Dagenais, wife of Alexandre Huguet Latour, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs.

Defendant.

The plaintiff has, the sixteenth day of February last, instituted an action in separation as to property against the defendant in this case.

LORANGER & MARTIN,  
Attorneys for the Plaintiff.  
Montreal, 22nd July, 1892. 3540

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec for the issuing of letters patent under the great Seal of said province, granting a charter of incorporation to the petitioners and such others as may become members of the company, constituting them a body corporate.

1<sup>o</sup> The corporate name of the company will be : "The Merchants' Telephone Company of Montreal," (Limited).

2<sup>o</sup> The object for which the said incorporation is sought, is to do a general telephone and electric business, with power to construct, maintain and operate a line or lines of wire and electric wire and

ligne ou les lignes de fil métallique et fil électrique et câbles sur poteaux, ou dans des conduits souterrains, le long et sur les côtés et à travers des rues, chemins publics, ruelles adjacentes, ponts, cours d'eau de villes, cités et autres municipalités incorporées et rurales dans la dite province, pourvu que la dite ligne ou les lignes, poteaux et conduits susdits ne gênent pas ou n'empêcheront pas le trafic, et le pouvoir de manufacturer, vendre et louer des instruments électriques, appareils, fournitures ou fils métalliques.

3° La principale place d'affaire de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en quatre mille actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants pour les dites lettres patentes sont : François-Xavier Moisan, marchand ; Louis Euclide Beauchamp, marchand ; Odilon Vanier, marchand ; Herbert Montague Linell, pratiquant l'électricité ; James Edwin MacDougall ; Joseph Archambault, marchand ; Charles Frédéric Beauchemin, marchand ; Lucien Huot, avocat et marchand, et Edouard Dagenais, marchand, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, lesquels seront tous les premiers directeurs et directeurs provisoires de la dite compagnie.

CHAPLEAU, BISAILLON,  
BROSSEAU & LAJOIE,  
3277 7 Solliciteurs des requérants.

cables on polls, or through conduits under a long and through the sides of and across the streets, highways, lanes by ways, bridges, water courses of towns, cities and other incorporated and rural municipalities in the said province, provided said line or lines, polls and conduits shall not interfere with or impede traffic, and the power to manufacture, sell and lease electrical instruments, apparatus, supplies or lines.

3° The chief place of business of the said company will be at the city of Montreal.

4° The proposed amount of capital stock of said company is one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into four thousand shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

5° The names in full and addresses and calling of each of the petitioners for such letters patent are : François Xavier Moisan, merchant ; Louis Euclide Beauchamp, merchant ; Odilon Vanier, merchant ; Herbert Montague Linell, electrician ; James Edwin MacDougall ; Joseph Archambault, merchant ; Charles Frederic Beauchemin, electrician ; Lucien Huot, advocate and merchant, and Edouard Dagenais, merchant, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, and all of whom will be the first and provisional directors of the said company.

CHAPLEAU, BISAILLON,  
BROSSEAU & LAJOIE,  
3278 Solicitors for petitioners.

### Avis de Faillite s

Province de Québec, }  
District de Beauharnois }  
Dame Jessie Robb *et al.* Demandeurs ;

vs.

David Durocher, commerçant, de la paroisse de Saint-Timothée, dit district, Défendeur.  
Avis est par le présent donné que le dit défendeur a, ce jour, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Beauharnois.

C. LEBEUF,  
Avocat des Demandeurs.  
Beauharnois, ce 10 août 1892. 3823

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
John Wilson, manufacturier, de la cité de Glasgow, et James Wilson, marchand, de la cité de Montréal, faisant affaires en la cité de Montréal, sous les nom et raison de Thos. Robertson & Co., Demandeurs ;

et

Prosper Brodeur, père, et Charles Eustache Brodeur, commerçants, faisant affaires dans la cité de Saint-Hyacinthe, sous les nom et raison de Brodeur & Frère,

Défendeurs faisant cession de biens.

Avis est par le présent donné que les dits défendeurs ont, ce jour, fait un abandon judiciaire complet de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la dite cour supérieure.

CHS. E. GAGNON,  
Procureur des Demandeurs.  
Saint-Hyacinthe, 16 août 1892. 3821

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
In re Liboire Constant, Demandeur ;

vs.

Dieudonné Brulé, Défendeur.  
Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 3e jour d'août 1892, nous avons été nommés curateurs aux biens du dit failli, qui en a

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. }  
Dame Jessie Robb *et al.* Plaintiffs ;

vs.

David Durocher, trader, of the parish of Saint-Timothée, said district, Defendant.  
Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the office of the prothonotary of the district of Beauharnois.

C. LEBEUF,  
Attorney for Plaintiffs.  
Beauharnois, this 10th August, 1892. 3824

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
John Wilson, manufacturer, of the city of Glasgow and James Wilson, merchant, of the city of Montreal, doing business in the city of Montreal, under the name and firm of Thomas Robertson & Co., Plaintiffs ;

and

Prosper Brodeur, senr., and Charles Eustache Brodeur, traders, doing business in the city of Saint Hyacinth, under the name and firm of Brodeur et Frère,

Defendants making an abandonment of property.  
Notice is hereby given that the said defendants have, this day, made a judicial abandonment of all their property for the benefit of their creditors, in the office of the prothonotary of the said superior court.

CHS. E. GAGNON,  
Attorney for Plaintiffs.  
Saint Hyacinth, 16th August, 1892. 3822

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In re Liboire Constant, Plaintiff ;

vs.

Dieudonné Brulé, Defendant.  
Notice is hereby given that, by order of the court, the 3rd day of August, 1892, we have been appointed joint curators to the property of said defend-

fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau, sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,  
F. D. O. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

No. 1598, rue Notre-Dame, Montréal. 3833

Province de Québec, }  
District de Beauharnois, } *Cour Supérieure.*  
Re La Succ. C. S. Rodier, } Demanderesse ;

vs:

Virginie Lanaud, de la ville et du district de Beauharnois, et y faisant affaires seule comme marchande générale sous les nom et raison de Robillard & Cie., Défenderesse.

Avis est par le présent donné que la dite demanderesse a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour, un abandon de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

BEAUDIN & CARDINAL,  
Avocats de la Demanderesse.

Beauharnois, 10 août 1892. 3835

Province de Québec, }  
District de Québec, } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Delphis Drolet, marchand, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 12<sup>e</sup> courant, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toute personne ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les 30 jours de la dite date.

HENRY A. BEDARD,  
Curateur.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre.  
Québec, 15 août 1892. 3843

## Vente sous l'Acte des Liquidations

### AVIS.

*En vertu de l'acte des liquidations du Canada.*

Dans l'affaire de The Danville Slate Company,  
en Liquidation.

Conformément à un ordre donné par la cour supérieure, siégeant dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le dixième jour de juin courant, la propriété immobilière de la Danville Slate Company, en liquidation, en vertu de l'acte des liquidations du Canada, sera vendue par encan, sur les lieux, dans le canton de Shipton, MERCREDI, le PRENTE-UNIEME jour D'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi, à savoir :

Soixante et quinze acres, partie de la moitié sud-ouest du lot numéro sept, dans le quatrième rang de Shipton, dans le comté de Richmond—avec les bâtisses, machines et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une fabrique grande et commode, à deux étages et demi, et chambre d'engin, un puissant engin Waterous et bouilloire, pourvu de deux machines pour faire des ardoises d'école, ateliers pour le polissage au plomb et réparations des scies, poudrière, maison de pension, maison du gérant, et maisons divisées en logements et dépendances. Sujet, cependant, aux baux ci-devant accordés par la compagnie, pour une période de trente-cinq ans, de trois lots à bâtir d'un demi acre chacun, à J. A. Gibson, Dame H. R. Williams et à A. J. Morrill ;

ant, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within thirty days to ensure collocation.

CHS. DESMARTEAU,  
F. D. O. TURCOTTE,  
Joint curators.

1598, Notre Dame street, Montreal. 3834

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois, } *Superior Court.*  
Re Estate late C. S. Rodier, } Plaintiff ;

vs.

Virginie Lanaud, of the city and district of Beauharnois, and there doing business alone as general merchant under the name and style of Robillard & Co., Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made in the office of the protonotary of said court, a judicial abandonment of all her property for the benefit of her creditors.

BEAUDIN & CARDINAL,  
Attorneys for Plaintiff.

Beauharnois, 10th August, 1892. 3836

Province of Quebec, }  
District of Québec, } *Superior Court.*

In the matter of Delphis Drolet, merchant, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court dated 12th August, 1892, I have been appointed curator to the property of this estate.

All persons having claims against said estate, are requested to file them with me within 30 days of said date.

HENRY A. BEDARD,  
Curator.

Office : 125, Saint Peter street.  
Québec, 15th August, 1892. 3844

## Sale in virtue of the Winding up Act.

### NOTICE.

*Under the Winding-up Act of Canada.*

In the matter of the Danville Slate Company,  
In liquidation.

In pursuance with an order made by the superior court, sitting at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, on the tenth day of June instant, the real estate of the Danville Slate Company, in liquidation, under the Winding-up Act of Canada, will be sold by auction, on the premises, in the township of Shipton, on WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon, to wit :

Seventy-five acres, part of the south west half of lot number seven, in the fourth range of Shipton, in county of Richmond—with the buildings, machinery and improvements thereon, consisting of a large and commodious two and a half story factory, and engine room, powerful Waterous, engine and boiler, equipped with two sets of school slate machinery, rubbing lead and saws repair shop, powder house, boarding house, manager's house, and tenement houses and outbuildings. Subject, however, to leases heretofore granted by the company for a period of thirty-five years of three certain building lots of half an acre each, to J. A. Gibson, Mrs. H. R. Williams and A. J. Morrill ; and secondly the mining and quarrying rights on fifty acres part of the

et deuxièmement les droits de miner dans cinquante acres, partie de la moitié nord-ouest de la moitié sud-ouest du lot numéro trois, dans le troisième rang du canton de Shipton.

Conditions de paiement comptant sur réception de l'acte.

JOHN S. RIDDLE,  
J. C. STOCKWELL,  
A. J. MORRILL,

Liquidateurs.  
3149 3

Danville, 20 juin 1892.

north west half of the south west half of lot number three, in the third range of the township of Shipton.

Terms, cash on receipt of deed.

JOHN S. RIDDLE,  
J. C. STOCKWELL,  
A. J. MORRILL,

Liquidators.  
3150

Danville, 20th June, 1892.

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } CHARLES ADRIEN  
No. 32. } PACAUD, écuyer,  
Demandeur ; contre PHILIPPE BENJAMIN  
DUMOULIN, écuyer, et al., es-qualité d'exécuteurs  
testamentaires de feu l'honorable Louis Edouard  
Pacaud, et l'honorable Henri Thomas Taschereau,  
es-qualité de tuteur.

Les immeubles suivants connus au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village d'Arthabaskaville, comme suit, savoir :

1° Les numéros deux cent soixante et treize et deux cent soixante et dix-huit (273 et 278).

2° Partie du numéro cent cinquante (150); bornée en front au chemin qui conduit à Victoriaville, en profondeur à Pierre Lasanté, propriétaire du résidu du dit numéro cent cinquante, au nord-ouest au numéro cent soixante, et au sud-est au numéro cent cinquante-neuf—avec maison et dépendances.

3° Les numéros cent huit et cent neuf (108 et 109).

4° Les numéros cent dix et cent onze (110 et 111).

5° Les numéros deux cent quatre-vingts, deux cent quatre-vingt-un et deux cent quatre-vingt-deux (280, 281 et 282); à distraire du numéro deux cent quatre-vingt-deux, dans la partie nord-ouest, un passage appartenant à Adolphe Guilemette, d'une largeur suffisante pour permettre à deux voitures ordinaires de se rencontrer en toutes saisons de l'année, suivant les titres du dit Adolphe Guilemette.

6° Le numéro cent soixante et six (166).

Pour être vendus à mon bureau, au village d'Arthabaskaville, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Arthabaskaville, 21 juin 1892. 3151 3

\* [Première publication, 25 juin 1892.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respectifs times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } CHARLES ADRIEN  
No. 32. } PACAUD, esquire,  
Plaintiff; against PHILIPPE BENJAMIN DU-  
MOULIN, esquire, et al., es-qualité of testamentary  
executors of the late the Honorable Louis Edouard  
Pacaud, and the Honorable Henri Thomas Tasche-  
reau, es-qualité of tutor.

The following immoveables known on the official cadastre, plan and book of reference for the village of Arthabaskaville, as follows, to wit :

1° Numbers two hundred and seventy-three and two hundred and seventy-eight (273 and 278).

2° Part of number one hundred and fifty (150); bounded in front by the road which leads to Victoriaville, in depth by Pierre Lasanté, proprietor of the remainder of said number one hundred and fifty, north westerly by number one hundred and sixty, and south easterly by number one hundred and fifty nine—with a house and dependencies.

3° Numbers one hundred and eight and one hundred and nine (108 and 109).

4° Numbers one hundred and ten and one hundred and eleven (110 and 111).

5° Numbers two hundred and eighty, two hundred and eighty one and two hundred and eighty two (280, 281 and 282); reserving from number two hundred and eighty-two, in the north west part, a passage belonging to Adolphe Guilemette, of a width sufficient to allow two common teams to meet in every season of the year, according to Adolphe Guilemette's titles.

6° Number one hundred and sixty-six (166).

To be sold at my office, in the village of Arthabaskaville, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of September next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 21st June, 1892. 3152

[First published, 25th June, 1892.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : ) **HÉLÈSPHORE**  
No. 25. ) **HOUDE**, Deman-  
deur ; contre **LUDGER BELAIR**, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Le quart sud-est du lot de terre numéro vingt et un (21), du neuvième rang du canton de Chester, contenant environ cinquante-cinq acres de terre en superficie, connu et désigné sous le numéro soixante et deux (62), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Christophe, canton de Chester—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Christophe d'Arthabaska, le VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif,  
Arthabaskaville, 20 juillet 1892. 3505 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

**Ventes par le Shérif—Beauce**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : ) **HENRY ATKINSON**, écuyer,  
No. 2008. ) marchand de bois, de l'en-  
droit appelé Etchemin, de la paroisse de Saint-Romuald, en le district de Québec, Demandeur ;  
contre **PHILEAS COUTURE**, meunier et propriétaire de moulin, de la paroisse de Saint-François, en le district de Beauce, Défendeur, savoir :

1° Un terrain de forme irrégulière, situé au premier rang nord-est de la rivière Chaudière, en la paroisse de Saint-François, de la contenance de sept arpents et cinquante perches en superficie, plus ou moins—avec les moulins et bâtisses dessus construits, circonstances et dépendances, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-François de la Beauce, sous le numéro deux cent soixante et un (261).

2° Une terre située en la paroisse de Saint-François de la Beauce, en la concession Saint-Gustave, étant le numéro huit cent deux (802), du cadastre officiel.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour de novembre prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 15 août 1892. 3825  
[Première publication, 20 août 1892.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : ) **HÉLÈSPHORE HOUDE**,  
No. 25. ) Plaintiff ; against **LUD-  
GER BELAIR**, Defendant.

As belonging to the said defendant :

The south east quarter of the lot of land number twenty-one (21), in the ninth range of the township of Chester, containing about fifty-five acres of land in superficies, known and distinguished under number sixty-two (62), of the official cadastre for the parish of Saint-Christophe, township of Chester—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Christophe d'Arthabaska, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of October next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 20th July, 1892. 3506  
[First published, 23rd July, 1892.]

**Sheriff's Sales—Beauce**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; All oppositions *à fin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *à fin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : ) **HENRY ATKINSON**, esquire,  
No. 2008. ) lumber merchant, of the place  
called Etchemin, in the parish of Saint-Romuald, in the district of Québec, Plaintiff ; against **PHILEAS COUTURE**, miller and mill owner, of the parish of Saint-François, in the district of Beauce, Defendant, to wit :

1° A lot of land of irregular outline, situate in the first range north east of the river Chaudière, in the parish of Saint-François, containing seven arpents and fifty perches in superficies, more or less—with the mills and buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated on the official cadastre of the parish of Saint-François de la Beauce, under the number two hundred and sixty-one (261).

2° A land situate in the parish of Saint-François de la Beauce, in the concession Saint-Gustave, being the number eight hundred and two (802), on the official cadastre.

To be sold at the church door of the parish of Saint-François de la Beauce, on the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of November next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint-Joseph, Beauce, 15th August, 1892. 3826  
[First published, 20th August, 1892.]

## Ventes par le Shérif—Beauharnois

## Sheriff's Sales—Beauharnois

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant le quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## MANDAT DE CURATEUR.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **I**N RE FELIX CARDI-District de Beauharnois. } **N**AL, de la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, dit district, commerçant, Failli; et **A**MBROSE L. KENT AND **A**LPHONSE TURCOTTE, Curateurs conjoints.

1° Un certain morceau de terre situé dans la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, sous le numéro deux cent quatorze (214)—avec un magasin et autres bâtisses dessus construits, mesurant quatre perches de front sur quatre arpents de profondeur.

2° Un lot de terre situé dans la paroisse de Sainte-Barbe, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous le numéro sept cent douze (712)—avec les bâtisses sus-érigées; contenant en superficie cent arpents, plus ou moins.

3° Trois lots ou emplacements situés dans la ville Salaberry de Valleyfield, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville Salaberry de Valleyfield, sous les numéros trois cent trois (303), trois cent quatre (304) et trois cent cinq (305).

4° Un certain morceau de terre situé dans la ville Salaberry de Valleyfield, connu et désigné comme faisant partie du numéro cent quarante-neuf (149), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile; borné, le dit morceau de terre, en front par la rue Montcalm, au sud-est par la rue Salaberry, au nord-est par le lot numéro cent quarante-huit (148), et au sud-ouest par le lot numéro cent cinquante et un (151), mesurant deux arpents de largeur par deux cents pieds de profondeur, mesure anglaise.

5° Un autre morceau de terre situé en la ville Salaberry de Valleyfield, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, sous le numéro cent quarante-neuf (149), contenant un arpent de largeur par cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise; et borné, le dit morceau de terre, en front par la rue Montcalm, au nord-ouest et sud-ouest par le dit lot numéro cent quarante-neuf (149), et au nord-est par le lot numéro cent quarante-huit (148).

Pour être vendus, les lots en troisième, quatrième et cinquième lieu ci-haut décrits, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, **V**ENDREDI, le **V**INGT ET **U**NIÈME jour d'**O**CTOBRE prochain, à **D**IX heures de l'avant-midi; le lot en deuxième lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Barbe, le **M**ÊME **J**OUR, à **T**ROIS heures de l'après-midi (21 octobre 1892); le lot en premier lieu ci-haut décrit, aussi le

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale. Oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court.*

Province of Québec, } **I**N RE FELIX CARDI-District of Beauharnois. } **N**AL, of the parish of Saint Stanislas of Kostka, said district, trader, Insolvent; and **A**MBROSE L. KENT AND **A**LPHONSE TURCOTTE, Joint Curators.

1° A certain piece of land situate in the parish of Saint Stanislas of Kostka, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Stanislas of Kostka as number two hundred and fourteen (214)—with a store and out-buildings thereon erected, measuring four perches in front by four arpents in depth.

2° A lot of land situate in the parish of Sainte-Barbe, known and designated of the official plan and in the book of reference of the parishes of Saint-Anicet and Sainte-Barbe, as number seven hundred and twelve (712)—with the buildings thereon erected; containing in superficies one hundred arpents, more or less.

3° Three lots of land situate in the town of Salaberry de Valleyfield, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said town of Salaberry de Valleyfield, as numbers three hundred and three (303), three hundred and four (304) and three hundred and five (305).

4° A certain piece of land situate in the town of Salaberry de Valleyfield, known and designated as forming part of number one hundred and forty-nine (149), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Cécile; said piece of land being bounded in front by Montcalm street, on the south east by Salaberry street, on the north east by lot number one hundred and forty-eight (148), and on the south west by lot number one hundred and fifty-one (151), measuring two arpents in width by two hundred feet in depth, english measure.

5° Another piece of land situate in the town of Salaberry de Valleyfield, forming part of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte-Cécile, as number one hundred and forty-nine (149), containing one arpent in width by one hundred and five feet in depth, english measure; said piece of land being bounded in front by Montcalm street, on the north west and south west by said lot number one hundred and forty-nine (149), and on the north east by number one hundred and forty-eight (148).

To be sold, lots thirdly, fourthly and fifthly herein above described, at the parochial church door of the parish of Sainte-Cécile, on **F**RIDAY, the **T**WENTY-**F**IRST day of **O**CTOBER next, at **T**EN o'clock in the forenoon; the lot secondly above described, at the parochial church door of the parish of Sainte-Barbe, on the **S**AME **D**AY, at **T**HREE of the clock in the afternoon (21st October, 1892); the lot firstly hereinabove describe<sup>d</sup>, also on the **S**AME

**MEME JOUR** (21 octobre 1892), à CINQ heures de l'après-midi.

**PHILEMON LABERGE,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 16 août 1892. 3831  
[Première publication, 20 août 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—Dans le district de Beauharnois.*

Province de Québec, } L A compagnie dite  
District de Beauharnois. } "THE MON-  
No. 1045. } TREAL INVEST-  
**MENT TRUST,** corps politique et incorporé,  
existant dans la cité de Montréal, ayant son principal bureau d'affaires en la dite cité de Montréal, dans le district de Montréal, Demanderesse; contre **WILLIAM POWER**, fils de James, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district de Beauharnois, Défendeur.

1° Une terre située dans la concession de Norton Creek Edwardston, dans la paroisse de Sainte-Clothilde, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean Chrysostome, sous le numéro neuf cent quarante-sept (947), superficie cent arpents, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Une autre terre située au même lieu, dans la dite paroisse de Sainte-Clothilde, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jean Chrysostome, sous le numéro neuf cent quarante et un (941). A distraire du dit numéro neuf cent quarante et un (941), la partie est du dit lot de terre contenant un arpent de front sur vingt-deux arpents de profondeur, plus ou moins; borné, le dit morceau de terre réservé à l'est par le No. 942, au nord par le Norton Creek, à l'ouest par le résidu du dit No. 941, superficie vingt-deux arpents, plus ou moins.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Clothilde, **LUNDI**, le **VINGT-SIX SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Bref rapportable le trois octobre aussi prochain.

**PHILEMON LABERGE,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, le 18 juillet 1892. 3515 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.—Dans le district de Montréal.*

Province de Québec, } **ALPHONSE LECLAIRE**,  
District de Montréal. } Demandeur; vs.  
No. 27. } **DAME MARIE ANTOINETTE DESPOCAS ET VIR.**, Défendeurs.

La moitié indivise des lots de terre suivants situés dans la ville Salaberry de Valleyfield, tous de la subdivision officielle du numéro primitif portant le numéro quatre-vingt-douze (92), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile.

1° Le lot No. 125; 2° le lot No. 126; 3° le lot No. 127; 4° le lot No. 129; 5° le lot No. 130; 6° le lot No. 147; 7° le lot No. 148; 8° le lot No. 149; 9° le lot No. 150; 10° le lot No. 151; 11° le lot No. 152; 12° le lot No. 153; 13° le lot No. 154.

A distraire des lots No. 147 et suivants jusqu'à lot No. 154, tous deux inclusivement, la partie vendue à la compagnie de chemin de fer dite "The Canada Atlantic."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, **MARDI**, le **VINGT-SEPTIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **MIDI**. Bref rapportable le cinquième jour d'octobre aussi prochain.

**PHILEMON LABERGE,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 21 juillet 1892. 3507 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

**DAY** (21st of October, 1892), at **FIVE** o'clock in the afternoon.

**PHILEMON LABERGE,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 16th August, 1892. 3832  
[First published, 20th August, 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—In the district of Beauharnois.*

Province of Québec, } **THE MONTREAL**  
District of Beauharnois. } **INVESTMENT**  
No. 1045. } **TRUST**, a body politic and  
corporate, being of the city of Montreal, and having its principal place of business in the said city of Montreal, in the district of Montreal, Plaintiff; against **WILLIAM POWER**, son of James, farmer, of the parish of Sainte Clothilde, in the district of Beauharnois, Defendant.

1° A land situate in the Norton Creek Edwards-town concession, in the parish of Sainte Clothilde, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostome, as number nine hundred and forty-seven (947), containing in superficies, one hundred arpents, more or less—with buildings thereon erected.

2° Another land situate at the same place, in the said parish of Sainte Clothilde, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Jean Chrysostome, as number nine hundred and forty-one (941). Reserving from said number nine hundred and forty-one (941), the east part of the said lot of land containing one arpent in front by twenty-two arpents in depth, more or less; said piece of land so reserved being bounded on the east by No. 942, on the north by Norton Creek, on the west by the residue of said No. 941, superficies twenty-two arpents, more or less.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Clothilde, on **MONDAY**, the **TWENTY-SIXTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable on the third day of October also next.

**PHILEMON LABERGE,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 18th July, 1892. 3516  
[First published, 23rd July, 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.—In the district of Montreal.*

Province of Québec, } **ALPHONSE LECLAIRE**,  
District of Montreal. } Plaintiff; vs. **DAME**  
No. 27. } **MARIE ANTOINETTE**  
**DESPOCAS ET VIR.**, Defendants.

The undivided half of the following lots of land situate in the town of Salaberry de Valleyfield, all of the official subdivision of the primitive number, being number ninety-two (92), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cecile.

1° Lot No. 125; 2° lot No. 126; 3° lot No. 127; 4° lot No. 129; 5° lot No. 130; 6° lot No. 147; 7° lot No. 148; 8° lot No. 149; 9° lot No. 150; 10° lot No. 151; 11° lot No. 152; 12° lot No. 153; 13° lot No. 154.

Reserving from lots Nos. 147 and following to lot No. 154, inclusively, the portion sold to the Canada Atlantic Railway Company.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cecile, on **TUESDAY**, the **TWENTY-SEVENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **NOON**. Writ returnable on the fifth day of October also next.

**PHILEMON LABERGE,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 21st July, 1892. 3508  
[First published, 23rd July, 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—Dans le district de Beauharnois.*  
Province de Québec, } **JOHN SYMONS,**  
District de Beauharnois. } Demandeur; contre  
No. 845. } **CYRILLE J. LACROIX,**  
Défendeur.

Un lot de terre situé dans la concession de la rivière Saint-Louis de North Georgetown, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, sous les numéros cinq cent cinquante-huit (558) et cinq cent soixante-deux (562), contenant en superficie quatre arpents et demi, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées; sauf et excepté, cependant, cette partie du dit terrain que Jean-Bte Bougie a achetée du gouvernement fédéral.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, **SAMEDI**, le **VINGT-QUATRE SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Bref rapportable le sixième jour d'octobre aussi prochain.

**PHILEMON LABERGE,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 19 juillet 1892. 3499 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—Dans le district de Beauharnois.*  
Province de Québec, } **NARCISSE PAPI-**  
District de Beauharnois. } **NEAU,** Deman-  
No. 1068. } deur; contre **DAME**  
**DINA DESPAROIS,** Défenderesse.

Un emplacement ou lot de terre situé dans la ville Salaberry de Valleyfield, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville Salaberry de Valleyfield, sous le numéro quatre-vingt-sept (87) et partie du numéro quatre-vingt-huit (88)—avec les bâtisses dessus construites; contenue cette dite partie du numéro quatre-vingt-huit (88), dans les bornes suivantes: en front au nord par le No. 1, en profondeur au sud par le numéro 89, d'un côté au sud-ouest par une rue, et du côté nord est par le No. 87; superficie de la totalité du dit terrain, quatre mille deux cent cinquante-six pieds (4256), plus ou moins.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, **MARDI**, le **VINGT-SEPT SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Bref rapportable le six octobre aussi prochain.

**PHILEMON LABERGE,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, le 19 juillet 1892. 3497 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

**MANDAT DE CURATEUR.**

*Cour Supérieure.*  
Province de Québec, } **IN RE DAME ELEO-**  
District de Beauharnois. } **NORE BAILLY,** "O.  
Cossette & Cie," Faillis; et **CHARLES DESMAR-**  
**TEAU,** Curateur.

1° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro onze, de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-deux (11-152), des dits plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Sainte-Cécile de Valleyfield—avec une maison et dépendances sus-érigées.

2° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro dix, de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-deux (10-152), des susdits plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, **VENDREDI**, le **VINGT-SIXIEME** jour du mois d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

**PHILEMON LABERGE,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 20 juin 1892. 3101 3  
[Première publication, 25 juin 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—In the district of Beauharnois.*  
Province of Quebec, } **JOHN SYMONS,**  
District of Beauharnois. } Plaintiff; against  
No. 845. } **CYRILLE J. LACROIX,**  
Defendant.

A land situate in the concession of the river Saint Louis of North Georgetown, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Louis de Gonzague, under numbers five hundred and fifty-eight (558) and five hundred and sixty-two (562), being four arpents and a half in superficies, more or less—with buildings thereon erected; reserving and excepting, however, this portion of the said lot bought by Jean Bte. Bougie, from the federal government.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Louis de Gonzague, on **SATURDAY**, the **TWENTY-FOURTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable on the sixth day of October also next.

**PHILEMON LABERGE,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 19th July, 1892. 3500  
[First published, 23rd July, 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—In the district of Beauharnois.*  
Province of Quebec, } **NARCISSE PAPI-**  
District of Beauharnois. } **NEAU,** Plaintiff;  
No. 1068. } against **DAME**  
**DINA DESPAROIS,** Defendant.

A land situate in the town of Salaberry de Valleyfield, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said town of Salaberry de Valleyfield, under number eighty-seven (87) and part of number eighty-eight (88)—with the buildings thereon erected; said part of number eighty-eight (88), being comprised within the following limits: bounded in front to the north by No. 1, in depth to the south by No. 89, on one side to the south west by a street, and on the north east by No. 87; superficial extent of the whole of the said land being four thousand two hundred and fifty-six (4256) feet, more or less.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Cécile, on **TUESDAY**, the **TWENTY-SEVENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable on the sixth day of October also next.

**PHILEMON LABERGE,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 19th July, 1892. 3498  
[First published, 23rd July, 1892.]

**CURATOR'S WARRANT.**

*Superior Court.*  
Province of Quebec, } **IN RE DAME ELEO-**  
District of Beauharnois. } **NORE BAILLY,** "O.  
Cossette & Cie", Insolvents; and **CHARLES DES-**  
**MARTEAU,** Curator.

1° A lot of land known and designated as number eleven, of the official subdivision of lot number one hundred and fifty-two (11-152), of the said official plan and book of reference for the parish of Sainte-Cécile de Valleyfield—with a house and dependences thereon erected.

2° A lot of land known and designated as number ten, of the official subdivision of lot number one hundred and fifty-two (10-152), of the said official plan and book of reference—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Cécile, on **FRIDAY**, the **TWENTY-SIXTH** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

**PHILEMON LABERGE,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 20th June, 1892. 3102  
[First published, 25th June, 1892.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Province de Québec, } NEIL EASTON,  
 District of Beauharnois. } Demandeur; contre  
 No. 1930. } WILLIAM C. SEVER,  
 journalier et charretier, de la cité et district de  
 Montréal, l'un des défendeurs en cette cause,  
 Défendeur.

1° Un lot de terre située dans la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le cinquième rang d'Edwardstown, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro treize cent cinquante-six (1356)—avec bâtisses, superficie cent arpents, plus ou moins.

2° Un autre lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro neuf cent quatre-vingt-quatre (984).

Pour être vendus, le lot en premier lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Clothilde, LUNDI, le VINGT-NEUVIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi; et le lot en second lieu désigné, le MEME JOUR, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, à DEUX heures de l'après-midi. Bref rapportable le premier septembre aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Beauharnois, 20 juin 1892. 3009 3  
 [Première publication, 25 juin 1892.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Province of Quebec, } NEIL EASTON, Plain-  
 District of Beauharnois, } tiff; against WIL-  
 No. 1930. } LIAM C. SEVER, laborer  
 and carter, of the city and district of Montreal, one  
 of the defendants in this cause, Defendant.

1° A lot of land situate in the parish of Sainte Clothilde, in the fifth range of Edwardstown, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostome, as number thirteen hundred and fifty-six (1356)—with buildings, superficies one hundred arpents, more or less.

2° Another lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostome, as number nine hundred and eighty-four (984).

To be sold, the lot firstly described, at the parochial church door of the parish of Sainte Clothilde, on MONDAY, the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon; and the lot secondly described, at the parochial church door of the parish of Saint Jean Chrysostome, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon. Writ returnable on the first of September also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Beauharnois, 20th June, 1892. 3100  
 [First published, 25th June, 1892.]

## Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bief.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour de Circuit, du comté du Lac Saint-Jean, siégeant à Hébertville.

District of Chicoutimi, } LOUIS ALPHONSE  
 Chicoutimi, à savoir: } LANGLAIS, écuyer,  
 No. 1692. } avocat, du village de  
 Notre-Dame d'Hébertville, Demandeur; contre  
 MAURICE BOIVIN, cultivateur et journalier, de  
 la paroisse de Saint-Jérôme, Défendeur, à savoir:

Les lots No. 1, contenant deux roods; No. 2, contenant deux roods; No. 3, contenant deux roods et vingt-huit perches; No. 4, contenant un rood et trente-six perches; No. 5, contenant deux roods; No. 6, contenant deux roods et le No. 7, contenant deux roods du block B, compris dans la partie est du village de Métabetchouan, en le canton de Métabetchouan, dans le comté du Lac Saint-Jean, district susdit; le lot No. 1, contenant deux roods; le No. 2, contenant deux roods; No. 3, contenant un rood et dix sept perches; le No. 4, contenant deux roods et dix perches, et le No. 5, contenant deux roods du block C, compris dans la dite partie est du dit village de Métabetchouan; les lots No. 1, contenant deux roods; le No. 2, contenant deux roods; le No. 3, contenant deux roods; le No. 4, contenant deux roods; le No. 5, contenant deux roods; le No. 6, contenant un acre

## Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Circuit Court, of the county of Lake Saint John, sitting at Hébertville.

District of Chicoutimi, } LOUIS ALPHONSE  
 Chicoutimi, to wit: } LANGLAIS, esquire,  
 No. 1692. } advocate, of the village of  
 Notre Dame d'Hébertville, Plaintiff; against MAURICE BOIVIN, farmer and laborer, of the parish of Saint Jerome, Defendant, t wit:

Lots No. 1, containing two roods; No. 2, containing two roods; No. 3, containing two roods and twenty-eight perches; No. 4, containing one rood and thirty-six perches; No. 5, containing two roods; No. 6, containing two roods, and the No. 7, containing two roods of Block B, comprised in the east part of the village of Métabetchouan, in the township of Métabetchouan, in the county of Lake Saint John, district aforesaid; lot No. 1, containing two roods; No. 2, containing two roods; No. 3, containing one rood and seventeen perches; No. 4, containing two roods and ten perches; and No. 5, containing two roods of Block C, comprised in the said east part of the said village of Métabetchouan; lots No. 1, containing two roods; No. 2, containing two roods; No. 3, containing two roods; No. 4, containing two roods; No. 5, containing two roods; No. 6, containing one acre and nine per

et neuf perches ; le No. 7, contenant trois roods et vingt-deux perches ; le No. 8, contenant deux roods et trente-cinq perches ; le No. 9, contenant deux roods et neuf perches ; et le No. 10, contenant un rood et vingt-sept perches du bloc E, de la dite partie est du dit village de Métabetchouan. A distraire des lots susdits un certain emplacement d'environ un acre en superficie, et enclavé dans les lots Nos. 3, 4 et 5 du dit bloc E, et appartenant aux représentants de Thomas Boivin ; les lots No. 2, contenant deux roods et seize perches ; le No. 3, contenant deux roods et vingt-six perches ; le No. 4, contenant deux roods et trente-deux perches ; le No. 5, contenant trois roods et quatre perches du bloc H, de la dite partie est du dit village de Métabetchouan ; les lots numéro 1, contenant six acres, deux roods et vingt-quatre perches ; le No. 2, contenant cinq acres, trois roods et quatre perches ; le No. 3, contenant cinq acres et trente-quatre perches ; le No. 4, contenant cinq acres, trois roods et neuf perches ; le No. 5, contenant quatre acres, deux roods et une perche ; le No. 6, contenant trois acres, trois roods et seize perches ; le No. 7, contenant trois acres, trois roods et seize perches ; le No. 8, contenant quatre acres, trois roods et huit perches ; le No. 9, contenant trois acres, deux roods et vingt-quatre perches ; le No. 10, contenant trois roods, et le No. 11, contenant neuf acres et seize perches du bloc P, de la dite partie est du dit village de Métabetchouan—avec les bâties érigées sur ces lots.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Jérôme, comté du Lac Saint-Jean, comme suit : les vingt premiers lots désignés le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi ; et les dix-sept derniers lots mentionnés dans cet avis, le TRENTE-TIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour du dit mois d'août prochain.

THOMAS BOSSE,

Bureau du Shérif  
Chicoutimi, 15 juin 1892.  
[Première publication, 25 juin 1892.]

Député-Shérif.  
3107 3

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } WILFRID DROLET,  
No. 211. } de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, cultivateur. Demandeur ; contre JOSEPH et THOMAS DROLET, tous deux du même lieu, cultivateurs, Défendeurs.

Comme appartenant au dit Thomas Drolet :

Un terrain connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Chicoutimi, sous le numéro trente-six (No. 36), du premier rang nord-est du chemin Sydenham, dans le canton de Chicoutimi, contenant cinquante-deux acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâties dessus construites.

Comme appartenant au dit Joseph Drolet :

Un terrain connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Chicoutimi, sous le numéro trente-trois (No. 33), du premier rang nord-est du chemin Sydenham, dans le canton de Chicoutimi, contenant cinquante-deux acres en superficie, plus ou moins—sans bâtisse.

Comme appartenant aux dits deux défendeurs par indivis :

Les droits, ouvrages et prétentions quelconques des défendeurs sur la moitié sud-ouest du lot numéro vingt-deux, du troisième rang de la rivière à Marse, dans le canton de Bagot, d'après la division primitive, lequel lot est maintenant connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-seize, et la moitié sud-ouest de ce numéro est bornée au nord-est par Louis Fortier, et au sud-ouest par Jean Tremblay, et contient cinquante-neuf acres en superficie, plus ou moins.

Pour être vendus comme suit : les deux terrains

ches ; No. 7, containing three roods and twenty-two perches ; No. 8, containing two roods and thirty-five perches ; No. 9, containing two roods and nine perches ; and No. 10, containing one rood and twenty-seven perches of Block E, of the said east part of the said village of Metabetchouan. Reserving from the said lots a certain lot of about one acre in superficies, and enclosed in lots Nos. 3, 4 and 5 of said Block E, and belonging to the representatives of Thomas Boivin ; lots No. 2, containing two roods and sixteen perches ; No. 3, containing two roods and twenty-six perches ; No. 4, containing two roods and thirty-two perches ; and No. 5, containing three roods and four perches of Block H, of the said east part of the said village of Metabetchouan ; lots Nos. 1, containing six acres, two roods and twenty-four perches ; No. 2, containing five acres, three roods and four perches ; No. 3, containing five acres, and thirty-four perches ; No. 4, containing five acres three roods and nine perches ; No. 5, containing four acres, two roods and one perch ; No. 6, containing three acres, three roods and sixteen perches ; No. 7, containing three acres, three roods and sixteen perches ; No. 8, containing four acres, three roods and eight perches ; No. 9, containing three acres, two roods and twenty-four perches ; No. 10, containing three roods, and No. 11, containing nine acres and sixteenth perches of Block P, of the said east part of the said village of Metabetchouan—with the buildings erected on these lots.

To be sold separately at the parochial church door of the said parish of Saint Jerome, county of Lake Saint John, as follows, to wit : the first twenty lots described on the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon ; and the seventeen lots lastly described in this notice, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of August next.

THOMAS BOSSE,

Sheriff's Office,  
Chicoutimi, 15th June, 1892.  
[First published, 25th June, 1892.]

Deputy Sheriff.  
3108

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } WILFRID DROLET, of  
No. 211. } the parish of Saint-François-Xavier de Chicoutimi, farmer, Plaintiff ; against JOSEPH and THOMAS DROLET, both of the same place, farmers, Defendants.

As belonging to the said Thomas Drolet :

A land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Chicoutimi, as number thirty-six (No. 36), of the first range north east of the Sydenham road, in the township of Chicoutimi, containing fifty-two acres in superficies, more or less—with all the buildings thereon erected.

As belonging to the said Joseph Drolet :

A land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Chicoutimi, as number thirty-three (No. 33), of the first range north east of the Sydenham road, in the township of Chicoutimi, containing fifty-two acres in superficies, more or less—without buildings.

As belonging to the said defendants undividedly :

The rights, works and pretensions of every kind whatsoever of the defendants on the south west half of lot number twenty-two, of the third range of the river à Marse, in the township of Bagot, according to the original division, which lot is now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Alphonse, as number four hundred and ninety-six, and the south west half of this number is bounded on the north east by Louis Fortier, and on the south west by Jean Tremblay, and contains fifty-nine acres in superficies, more or less.

To be sold as follows : the two lots firstly and

désignés en premier et second lieu, dans mon bureau, au palais de justice, en la ville de Chicoutimi, le VINGT-SIXIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi; et le terrain en troisième lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse, le VINGT-SEPTIEME jour du même mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

O. BOSSÉ,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 19 juillet 1892. 3495 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

### Ventes par le Shérif—Gaspé

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*In the Court Supérieure.*

Canada, } **NAPOLÉON KIROUAC**  
Province de Québec, } **ET CYRILLE KI-**  
District de Québec, } **ROUAC**, de la cité de Qué-  
à savoir: No. 1313. } bec, marchands de provi-  
sions, y faisant affaires comme tels en société sous  
les nom et raison de F. Kirouac & Fils, Deman-  
deurs; contre **JOSEPH FRIGON**, de Mill Stream,  
et **EUSEBE DOIRON**, de Métapédia, marchands,  
faisant affaires comme tels en société à Mill Stream,  
dans le comté de Bonaventure, sous les nom et  
raison de Frigon & Doiron, Défendeurs.

Un lot de terre à l'endroit appelé Ruisseau du Moulin, connu comme Lot numéro cinquante-six, rang Métapédia, dans le canton de Métapédia, dans le comté de Bonaventure, supposé contenir cent acres en superficie, plus ou moins—avec un corps de maison sus-érigée, aussi un moulin à scie (pouvoir d'eau) et les appartenances y appartenant, tel qu'il se trouve maintenant, ensemble avec les autres bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour la deuxième division d'enregistrement du comté de Bonaventure, à Saint-Joseph de Carleton, LUNDI, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1892), à QUATRE heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain (1892).

W. M. SHEPPARD,  
Bureau du Shérif, Shérif, C. B.  
New-Carlisle, 18 juillet 1892. 3483 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des

secondly hereinabove described, at my office, at the court house, in the town of Chicoutimi, on the TWENTY-SIXTH day of the month of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon; and the lot thirdly herein described at the church door of the parish of Saint Alphonse, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of October next.

O. BOSSÉ,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, 19th July, 1892. 3496  
[First published, 23rd July, 1892.]

### Sheriff's Sales—Gaspé

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*In the Superior Court*

Canada, } **NAPOLÉON KIROUAC**  
Province of Québec, } **AND CYRILLE KI-**  
District of Québec, } **ROUAC**, of the city of Que-  
to wit: No. 1313. } bec, provision merchants,  
and there doing business as such in partnership  
under the name and style of F. Kirouac & Fils,  
Plaintiffs; against **JOSEPH FRIGON**, of Mill  
Stream, and **EUSEBE DOIRON**, of Metapédia,  
merchants, and doing business in partnership at  
Mill Stream, in the county of Bonaventure, as such  
under the name and style of Frigon & Doiron, De-  
fendants.

A certain lot of land at the place called Mill Stream, known as lot number fifty-six, Metapédia range, in the township of Metapédia, in the county of Bonaventure, said to contain one hundred superficial acres, more or less—with a frame dwelling house thereon, also a saw mill (water power) and the appurtenances thereto belonging, as it now stands, together with the other buildings also thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the second registration division of the county of Bonaventure, at Saint Joseph de Carleton, on MONDAY, the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next (1892), at the hour of FOUR in the afternoon. The said writ returnable on the first day of October next (1892).

W. M. SHEPPARD,  
Sheriff's Office, Sheriff, C. B.  
New Carlisle, 18th July, 1892. 3484  
[First published, 23rd July, 1892.]

### Sheriff's Sales—Montmagny

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound

réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; ces oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### ACTE DES CESSIONS DE QUEBEC, 1885.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **IN RE JOSEPH PEL-**  
District de Montmagny. } **LE TIER**, de la  
No 67. } paroisse de Saint-Jean  
Port-Joly, Failli; et **HENRY A. BEDARD**,  
Curateur.

Un terrain appartenant au dit Joseph Pelletier, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Jean Port-Joly, comté de l'Islet, sous le numéro cent quarante (140)—avec maisons et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean Port-Joly, MARDI, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 20 juin 1892. 3119 3  
[Première publication, 25 juin 1892.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Montmagny, } **DAME SOPHIE CAR-**  
à savoir: No. 447. } **DRIERE**, de la paroisse  
de Saint-Jean Port-Joly, veuve de feu Salluste Roy, écuyer, en son vivant du même lieu, médecin; contre **THEOPHRASE DUBE**, autrefois de Saint-Aubert, et maintenant des États-Unis d'Amérique, à savoir:

1° Un lot de terre situé premier rang de la paroisse de Saint-Aubert, comté de l'Islet, connu au livre de renvoi et sur le plan officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Aubert, sous le No. 254; borné au nord par les Nos. 251, 252 et 253, au sud par les Nos. 326 et 325, à l'est par les Nos. 246 et 250, à l'ouest par 255, contenant un arpent, neuf perches et seize pieds de front sur trente-neuf arpents et six perches de profondeur, formant en superficie soixante-dix-huit arpents, vingt-six perches et deux cent soixante pieds—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un autre lot de terre situé même rang, même paroisse, et connu au livre de renvoi et sur le plan officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Aubert, sous le No. 255; borné au nord par un chemin public, au sud par les Nos. 325 et 324, à l'est par les Nos. 253 et 254, à l'ouest par 256, contenant un arpent et neuf perches de front sur quarante et un arpents et six perches de profondeur, formant en superficie soixante et dix-neuf arpents et quatre perches—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Aubert, LUNDI, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le cinquième jour de septembre prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 21 juin, 1892. 3137 3  
[Première publication, 25 juin 1892.]

to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### QUEBEC ABANDONMENT OF PROPERTY ACT, 1885.

*Superior Court.*

Province of Québec, } **IN RE JOSEPH PEL-**  
District of Montmagny. } **LETIER**, of the parish  
No. 67. } of Saint Jean Port Joly,  
Insolvent; and **HENRY A. BEDARD**, Curator.

A piece of land belonging to the said Joseph Pelletier, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Jean Port Joly, county of l'Islet, as number one hundred and forty (140)—with houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Port Joly, on TUESDAY, the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montmagny, 20th June, 1892. 3120  
[First published, 25th June, 1892.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Montmagny, } **DAME SOPHIE CAR-**  
to wit: No. 447. } **DRIERE**, of the parish  
of Saint Jean Port Joly, widow of the late Salluste Roy, esquire, in his lifetime of the same place, physician; against **THEOPHRASE DUBE**, formerly of Saint Aubert, and now of the United States of America, to wit:

1° A lot of land situate in the first range of the parish of Saint Aubert, county of l'Islet, known on the official plan and book of reference for the cadastre of Saint Aubert, as No. 254; bounded on the north by Nos. 251, 252 and 253, on the south by Nos. 326 and 325, on the east by Nos. 246 and 250, on the west by No. 255, containing one arpent, nine perches and sixteen feet in front by thirty-nine arpents and six perches in depth, forming in superficies seventy-eight arpents, twenty-six perches and two hundred and sixty feet—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° Another lot of land situate in the same range and parish, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Aubert, as No. 255; bounded on the north by a public road, on the south by Nos. 325 and 324, on the east by Nos. 253 and 254, on the west by No. 256, containing one arpent and nine perches in front by forty-one arpents and six perches in depth, forming a superficies of seventy-nine arpents and four perches—together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Aubert, on MONDAY, the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of September next.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montmagny, 21st June, 1892. 3138  
[First published, 25th June, 1892.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

## Sheriff's Sales—Montreal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du *Bref*.

**FIERI FACIAS**

*Cour de Circuit, pour le district de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **CAMILLE LALONDE**, de No. 4336. } la paroisse de Saint-Télesphore, district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **MICHEL P. RANZON**, de la paroisse de Saint-Télesphore, district de Montréal, Défendeur.

1° Un emplacement sis et situé en la concession Nouvelle, Côte Sainte-Catherine, dans le village de la paroisse Saint-Télesphore, dans le comté de Soulanges, composé des numéros trois cent trente-huit, trois cent trente-neuf et partie du numéro deux cent cinq A (No. 338, 339 et partie de No. 205 A), contenant soixante pieds de front sur un arpent et demi de profondeur, plus ou moins; borné en front par le chemin de la Reine, d'un côté à *Napoléon Jasmin*, et de l'autre côté à la succession de feu le *Docteur Cuerrier*, en arrière à *Athanase Daoust*—avec bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement sis et situé au même lieu, dans la dite paroisse de Saint-Télesphore, dans le comté de Soulanges, connu et désigné au plan officiel et au livre de renvoi de la dite paroisse de Saint-Télesphore, comme faisant partie du numéro deux cent cinq A (partie du numéro 205 A); tenant devant au chemin de la Reine, derrière et d'un côté *Camille Lalonde*, et de l'autre côté à *Hormidas Pilon*, contenant soixante pieds de front sur cent quatre-vingts pieds de profondeur, mesure précise—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Télesphore, le **VINGT-UNIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit *bref* rapportable le vingt-neuvième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 août 1892. Shérif. 3827  
[Première publication, 20 août 1892.]

**FIERI FACIAS**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **CAMILLE LALONDE**, No. 1379. } commerçant, de la paroisse de Saint-Télesphore, district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **FRANÇOIS GARAND**, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Télesphore, dit district, Défendeur.

Un terrain situé au village de la paroisse de Saint-Télesphore, dans le comté de Soulanges, connu et désigné comme faisant partie du numéro deux cent huit (No. 208), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Télesphore, contenant soixante pieds de front sur un arpent et un quart de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses y érigées; tenant devant au chemin de la Reine, derrière à *Athanase Daoust*, d'un côté à *André Elie*, et de l'autre côté à la succession de *Alfred Prieur*.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the *Writ*.

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court, for the district of Montreal.*

Montreal, to wit: } **CAMILLE LALONDE**, of No. 4336. } the parish of Saint-Telesphore, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **MICHEL P. RANZON**, of the parish of Saint-Telesphore, district of Montreal, Defendant.

1° A lot of land situate and being in the Nouvelle concession, Côte Sainte Catherine, in the village of the parish of Saint Telesphore, in the county of Soulanges, composed of numbers three hundred and thirty-eight, three hundred and thirty-nine and part of number two hundred and five A (Nos. 338, 339 and part of No. 205 A), measuring sixty feet in front by one arpent and a half in depth, more or less; bounded in front by the Queen's highway, on one side by *Napoleon Jasmin*, and on the other side by the estate of the late *Dr. Cuerrier*, in rear by *Athanase Daoust*—with buildings thereon erected.

2° A lot of land situate and being at the same place, in the said parish of Saint Telesphore, in the county of Soulanges, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Telesphore, as forming part of number two hundred and five A (part of No. 205 A); bounded in front by the Queen's highway, in rear and on one side by *Camille Lalonde*, and on the other side by *Hormidas Pilon*, containing sixty feet in front by one hundred and eighty feet in depth, exact measure—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Telesphore, on the **TWENTY-FIRST** day of **OCTOBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-ninth day of October next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 17th August, 1892. Sheriff. 3828  
[First published, 20th August, 1892.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **CAMILLE LALONDE**, trader, No. 1379. } of the parish of Saint Telesphore, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **FRANÇOIS GARAND**, farmer, of the said parish of Saint Telesphore, said district, Defendant.

A lot situate in the village of the parish of Saint Telesphore, in the county of Soulanges, known and designated as forming part of number two hundred and eight (No. 208), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Telesphore, containing sixty feet in front by one arpent and a quarter in depth, more or less—with the buildings thereon erected; bounded in front by the Queen's highway, in rear by *Athanase Daoust*, on one side by *André Elie*, and on the other side by the estate of *Alfred Prieur*.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Télesphore, le VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAudeau,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 17 août 1892. 3829  
[Première publication, 20 août 1892.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**  
No. 607. } **AND MORTGAGE COM-**  
**PANY**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal, Demanderesse : contre les terres et tenements de **JOSEPH ALFRED LEFEBVRE**, des cité et district de Montréal, et maintenant en la possession de **George H. Kernick**, des cité et district de Montréal, député protonotaire de la cour supérieure pour le dit district, en vertu d'un acte d'abandon en justice par le dit défendeur de la dite propriété au dit **George H. Kernick**, comme curateur, et par lui dûment accepté et décrit dans la cédule marquée A, annexée au bref.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, dans le quartier Saint Gabriel, formant ci-devant partie de la paroisse de Montréal, étant la moitié nord-ouest du lot trois mille soixante et treize (3073), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, la dite moitié contenant environ vingt pieds de front sur une profondeur d'environ quatre-vingts pieds ; borné en front par la rue Jardin (ci-devant rue François), d'un côté par le lot 3074, de la dite paroisse, et de l'autre côté par le résidu du lot 3073, et en arrière par le lot 3066, tous de la dite paroisse de Montréal.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le huitième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAudeau,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 21 juillet 1892. 3527 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **ISAIE GAGNON**, cidevant  
No. 1559. } cultivateur, de la paroisse de Saint-Basile le Grand, et maintenant des cité et district de Montréal, charretier, Demandeur ; contre les terres et tenements de **MARC BLANCHARD**, de la paroisse de Saint Basile le Grand, dans le district de Montréal, Défendeur.

Une terre située dans la concession des Vingt-quatre, dans la paroisse de Saint-Basile le Grand, dans le district de Montréal, portant le numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, faits pour les fins d'enregistrement, et bornée en front par la propriété de **Alphonse Alexis Adam**—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Basile le Grand, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour d'août prochain.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,  
Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 22 juin 1892. 3143 3  
[Première publication, 25 juin 1892.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **CHARLES DESMARE-**  
No. 140. } **TEAU**, de la cité et du district de Montréal, comptable nommé à la faillite de **JEAN-BAPTISTE CHENEVERT**, manufacturier de chaussures, de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur au dit failli, d'après la loi suivant

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Telesphore, on the TWENTY-FIRST day of OCTOBER next, at NOON. The said writ returnable on the twenty-ninth day of October next.

J. R. THIBAudeau,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 17th August, 1892. 3830  
[First published, 20th August, 1892.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**  
No. 607. } **AND MORTGAGE COM-**  
**PANY**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOSEPH ALFRED LEFEBVRE**, of the city and district of Montreal, and now in possession of **George H. Kernick**, of the city and district of Montreal, deputy prothonotary of the superior court for the said district, in virtue of an act of abandonment *en justice* by the said defendant of said property to said **George H. Kernick**, as curator, and by him duly accepted and described in schedule marked A, annexed to the writ.

A lot of land situate in the city of Montreal, in the Saint Gabriel ward, forming heretofore part of the parish of Montreal, being the north west half of lot three thousand and seventy-three (3073), on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing said half about twenty feet in front by a depth of about eighty feet ; bounded in front by Jardin street (formerly Francis street), on one side by lot 3074, of said parish, and on the other side by the remaining portion of lot 3073, and in rear by lot 3066, all of said parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of October next.

J. R. THIBAudeau,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 21st July, 1892. 3528  
[First published, 23rd July, 1892.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **ISAIE GAGNON**, formerly  
No. 1559. } farmer, of the parish of Saint Basile le Grand, and actually of the city and district of Montreal, carter, Plaintiff ; against the lands and tenements of **MARC BLANCHARD**, of the parish of Saint Basile le Grand, in the district of Montreal, Defendant.

A land situate in the concession des Vingt-quatre, in the parish of Saint Basile le Grand, in the district of Montreal, being number three hundred and eighty-four (384), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Bruno, made for registration purposes, and bounded in front by the property of **Alphonse Alexis Adam**—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Basile le Grand, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-eighth day of August next.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 22nd June, 1892. 3144  
[First published, 25th June, 1892.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **CHARLES DESMARTEAU**,  
No. 140. } of the city and district of Montreal, accountant appointed to the insolvent estate of **JEAN BAPTISTE CHENEVERT**, boot and shoe manufacturer, of the city of Montreal, in his quality of curator to the said estate, in virtue of

l'article 772 du code de procédure civile du Bas-Canada, aux immeubles ci-après décrits :

1° Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-six (86) et quatre-vingt-sept (87), de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et deux (162), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis ; bornés en front par la rue Berri—avec maison et dépendances sus-érigées.

2° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix (90), de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et deux (162), aux dits plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Côte Saint-Louis ; borné en front par la rue Berri.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 22 juin 1892. 3145 3  
[Première publication, 25 juin 1892.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } L'HONORABLE LOUIS  
No. 1785. } FRANÇOIS RODRIGUE  
MASSON, l'un des sénateurs de la Puissance du Canada, résidant actuellement en la cité de Québec ; Edmond Julien Barbeau, écuyer, l'un des directeurs du Crédit Foncier Franco Canadien ; Alphonse Desjardins, écuyer, avocat, et membre de la Chambre des Communes du Canada ; Alexandre Henri Masson, écuyer, bourgeois, et Joseph Louis de Gonzague Masson, écuyer, médecin, ces quatre derniers de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, tous cinq agissant aux présentes comme exécuteurs testamentaires et administrateurs fidei-commissaires des biens de la succession de feu l'honorable Joseph Masson, en son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements de NAPOLEON FOURNIER dit PREFONTAINE, commerçant de bois, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain situé dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Sainte-Catherine, et connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante-quatre (444), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie—avec bâtisses dessus érigées.

2° Un terrain situé dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, étant le coin sud des rues Sainte-Catherine et Shaw, et connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante-cinq (445), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie—sans bâtisses

3° Partie d'un terrain situé dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Shaw, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante-six (446), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie ; la dite partie contenant trente-huit pieds et trois pouces de largeur, cinquante-deux pieds de profondeur ; borné en front par la dite rue Shaw, d'un côté par le numéro quatre cent quarante-cinq (445), de l'autre côté par le résidu du numéro quatre cent quarante-six (446), et en arrière par le numéro quatre cent quarante-quatre (444), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour d'août prochain.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 22 juin 1892. 3141 3  
[Première publication, 25 juin 1892.]

article 772 of the code of civil procedure of Lower Canada, to the immoveables hereinafter described, to wit :

1° Two lots of land known and designated as numbers eighty-six (86) and eighty-seven (87), of the official subdivision of lot number one hundred and sixty-two (162), on the official plan and book of reference of the village of Cote Saint Louis ; bounded in front by Berri street—with a house and dependencies thereon erected.

2° A lot of land known and designated as number ninety (90), of the official subdivision of lot number one hundred and sixty-two (162), on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis ; bounded in front by Berri street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 22nd June, 1892. 3146  
[First published, 25th June, 1892.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE HONORABLE LOUIS  
No. 1785. } FRANÇOIS RODRIGUE  
MASSON, one of the senators of the Dominion of Canada, actually residing in the city of Quebec ; Edmond Julien Barbeau, esquire, one of the directors of the Credit Foncier Franco Canadien ; Alphonse Desjardins, esquire, advocate, and a member of the House of Commons of Canada ; Alexandre Henri Masson, esquire, gentleman, and Joseph Louis de Gonzague Masson, esquire, physician, the four latter in the city of Montreal, in the district of Montreal, all five acting herein as testamentary executors and administrators in trust (fidei-commissaires) to the property of the estate of the late Honorable Joseph Masson, in his lifetime merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of NAPOLEON FOURNIER dit PREFONTAINE, lumber merchant, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A land situate in Saint Mary's ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Sainte Catherine street, known and designated as number four hundred and forty-four (444), on the official plan and book of reference for Saint Mary's ward—with the buildings thereon erected.

2° A land situate in Saint Mary's ward, of the city of Montreal, being the south corner of Sainte Catherine and Shaw streets, known and designated as number four hundred and forty-five (445), on the official plan and book of reference for Saint Mary's ward aforesaid—without buildings.

3° Part of a land situate in Saint Mary's ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Shaw street, being part of lot known and designated as number four hundred and forty-six (446), on the official plan and book of reference for Saint Mary's ward aforesaid ; said part containing thirty-eight feet three inches in width, fifty-two feet in depth ; bounded in front by Shaw street aforesaid, on one side by number four hundred and forty-five (445), on the other side the residue of number four hundred and forty-six (446), and in rear by number four hundred and forty-four (444), on the official plan and book of reference for Saint Mary's ward aforesaid—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of August next.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 22nd June, 1892. 3142  
[First published, 25th June, 1892.]

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

De la Cour de Circuit, à Hull.

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 600. } **DAMIEN RICHER**, cultivateur propriétaire, de la cité de Hull, Demandeur; contre les terres et tenements de **JOSEPH BRULE**, ci-devant cultivateur, du canton de Templeton, dans les comté et district d'Ottawa, et maintenant du canton de Gloucester, dans le comté de Russel, dans la province d'Ontario, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre sis et situé dans le canton de Templeton, comté d'Ottawa, étant composé des cinquante acres sud-ouest du lot numéro quinze dans le premier rang du dit canton; borné le dit morceau de terre au sud par la rivière Ottawa, à l'est et au nord par le reste du dit lot appartenant à Jacob Scharf, et à l'ouest par le numéro seize A—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le **VINGT-UNIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre 1892.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Aylmer, 16 juillet 1892. Shérif. 3479 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **MARIE ANNE GOSELIN**, No. 496. } de Saint-Jean, Isle d'Orléans, épouse de feu Pierre Lachance, de Saint-Jean, Isle d'Orléans, pilote; contre **PAUL DEBLOIS**, cultivateur, de Sainte-Famille, Isle d'Orléans, à savoir :

1° Le No. 21, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille, Isle d'Orléans, étant une terre située sur le fleuve Saint-Laurent.

## Sheriff's Sales—Ottawa

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

From the Circuit Court, at Hull.

Canada, Province of Québec, District of Ottawa, No. 600. } **DAMIEN RICHER**, yeoman, of the city of Hull, Plaintiff; against the lands and tenements of **JOSEPH BRULE**, heretofore farmer, of the township of Templeton, in the county and district of Ottawa, and actually of the township of Gloucester, in the county of Russel, in the province of Ontario, Defendant, to wit :

A piece of land lying and being in the township of Templeton, county of Ottawa, composed of the south west fifty acres of the lot number fifteen in the first range of said township; bounded the said piece of land to the south by the river Ottawa, to east and north by the remainder of said lot belonging to Jacob Scharf, and to the west by number sixteen A—with the buildings thereon erected.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the **TWENTY-FIRST** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of October, 1892.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Aylmer, 16th July, 1892. Sheriff. 3480  
[First published, 23rd July, 1892.]

## Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit : } **MARIE ANNE GOSELIN**, No. 496. } of Saint Jean, Isle d'Orléans, wife of the late Pierre Lachance, of Saint Jean, Isle d'Orléans, pilot; against **PAUL DEBLOIS**, farmer of Sainte Famille, Isle d'Orléans, to wit :

1° No. 21, of the official cadastre of the parish of Sainte Famille, Isle d'Orléans, being a land situate on the river Saint Lawrence.

2° Le No. 25, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille, Isle d'Orléans, étant une terre située sur le fleuve Saint-Laurent—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Famille, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 23 juin 1892. 3155 3  
[Première publication, 25 juin 1892.]

**FIERI FACIAS**

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;  
No. 2616. } contre DELINA CANTIN,  
de la cité de Québec, veuve de Théophile Jolicœur,  
à savoir :

Le lot No. 665, du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé rue Letellier, et s'étendant jusqu'à la rue Daulac—avec bâtisses ; sujet à une rente constituée de \$24.00 payable, le 1er août de chaque année, aux représentants de feu Alexandre Lemoine.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quatorzième jour de septembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 23 juin 1892. 3153 3  
[Première publication, 25 juin 1892.]

**FIERI FACIAS**

Québec, à savoir : } PAUL GEORGE BUSSIERE,  
No. 376. } marchand, de la cité de Québec ;  
contre FRANÇOIS BERNARD, de la paroisse de Beauport, à savoir :

Le lot No. 27, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, étant un emplacement situé au premier rang de la dite paroisse ; borné au nord-ouest par Onesime DeGagné ou représentants, et au sud-ouest par J.-Bte Martel ou représentants—avec la maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Beauport, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le onzième jour d'octobre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 21 juillet 1892. 3509 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;  
No. 1718. } contre FLAVIE SAMSON, des cité et district de Québec, veuve de Joseph Morrissette, à savoir :

Le reste pour jusqu'au premier de mai 1914 du bail emphytéotique du lot No. 2478, du cadastre officiel du quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Champlain.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le troisième jour d'octobre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 21 juillet 1892. 3511 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

2° No. 25, of the official cadastre of the parish of Sainte Famille, Isle d'Orleans, being a lot situate on the river Saint Lawrence—with buildings.

To be sold at the parochial church door of Sainte Famille, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of September next.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 23rd June, 1892. 3156  
[First published, 25th June, 1892.]

**FIERI FACIAS**

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;  
No. 2616. } against DELINA CANTIN,  
of the city of Québec, widow of Théophile Jolicœur  
to wit :

Lot No. 665, of the official cadastre for Saint Roch's ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on Letellier street, and extending to Daulac street—with buildings ; subject to a constituted rent of \$24.00 payable, on the 1st of August of every year, to the representatives of the late Alexandre Lemoine.

To be sold in my office, in the city of Québec, on the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth day of September next.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 23rd June, 1892. 3154  
[First published, 25th June, 1892.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } PAUL GEORGE BUSSIERE,  
No. 376. } merchant, of the city of Québec ;  
against FRANÇOIS BERNARD, of the parish of Beauport, to wit :

The lot No. 27, of the official cadastre of the parish of Beauport, being a lot of land situate in the first range of the said parish ; bounded on the north west by Onesime DeGagné or representatives, and on the south west by J. Bte. Martel or representatives—with a house and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Beauport, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eleventh day of October next.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 21st July, 1892. 3510  
[First published, 23rd July, 1892.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;  
No. 1718. } against FLAVIE SAMSON,  
of the city and district of Québec, widow of Joseph Morrissette, to wit :

The unexpired balance up to the first of May, 1914, of the emphyteutic lease of lot No. 2478, of the official cadastre of Champlain ward, of the city of Québec, being a lot situate on Champlain street.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of October next.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 21st July, 1892. 3512  
[First published, 23rd July, 1892.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

## VENDITIONI EXPONAS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Sorel, à savoir : } THARSILE STE. MARIE  
No. 2011. } ET AL., Demanders; contre  
DAME ROSE DE LIMA FOISY DITE FRENIERE  
ET VIR., Défendeurs, et le révérend Messire Georges  
Chevrefils, Opposant.

Comme appartenant à la dite Dame Rose de Lima Foisy dite Frièrère.

Un emplacement situé en la paroisse d'Yamaska, village d'Yamaska, contenant cent pieds de largeur sur deux cents pieds de longueur, plus ou moins; tenant en front au chemin public, en profondeur et du côté sud à Joseph Cartier, et de l'autre côté à Olivier Salvas—avec une maison en bois et autres dépendances dessus construites; le dit emplacement connu et désigné sous le numéro vingt-trois (No. 23), aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Saint-Michel.

A la charge par l'adjudicataire de payer, le vingt-neuf septembre, chaque année, au cas opposant, la somme de huit piastres courant de rente foncière.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, le VINGT-TROISIEME jour du mois d'AOUT courant, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour du mois de septembre prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 5 août 1892. 3751 2  
[Première publication, 13 août 1892.]

## FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } CAMILLE PICHE, Deman-  
No. 478. } deur; contre JOSEPH UL-  
RIC BELIVEAU, Défendeur, et David Beliveau,  
Opposant, et Camille Piché, Demandeur contestant.

Comme appartenant au dit opposant :

Une terre située en la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, dans le troisième rang du township de Brandon, connue au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, sous le numéro quatre cent trente-neuf (No. 439)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le VINGT-SIXIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le premier jour du mois d'octobre prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 21 juillet 1892. 3531 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

## Sheriff's Sales—Richelieu

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court.—District of Montreal.

Sorel, to wit : } THARSILE STE. MARIE ET AL.,  
No. 2011. } Plaintiffs; against DAME ROSE  
DE LIMA FOISY DITE FRENIERE ET VIR.,  
Defendants, and the Reverend Mr. Georges Chevrefils, Opponent.

As belonging to the said Dame Rose de Lima Foisy dite Frièrère.

An emplacement situate in the parish of Yamaska, village of Yamaska, containing one hundred feet in width by two hundred feet in depth, more or less; bounded in front by the public highway, in depth on the south side by Joseph Cartier, and on the other side by Olivier Salvas—with a house built of wood and other dependencies thereon erected; the said emplacement known and designated under number twenty-three (No. 23), on the official plan and book of reference of the said village of Saint Michel.

Subject to the charge upon the purchaser of paying, on the twenty-ninth of September, in each year, to the said opponent, the sum of eight dollars, currency, ground rent.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Michel d'Yamaska, on the TWENTY-THIRD day of the month of AUGUST instant, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of the month of September next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 5th August, 1892. 3752  
[First published, 13th August, 1892.]

## FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } CAMILLE PICHE, Plaintiff ;  
No. 478. } against JOSEPH ULRIC  
BELIVEAU, Defendant, and David Beliveau,  
Opposant, and Camille Piché, Plaintiff contesting.

As belonging to the said opposant :

A land situate in the parish of Saint Gabriel de Brandon, in the third range of township Brandon, known on the official cadastre for the said parish of Saint Gabriel de Brandon, under number four hundred and thirty-nine (No. 439)—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the first day of the month of October next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 21st July, 1892. 3532  
[First published, 23rd July, 1892.]

**FIERI FACIAS.***Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **LOUIS MORIN**, Demandeur ;  
 No. 3704. } Contre **JOSEPH STANISLAS**  
**PIERRE BAZIN**, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la ville de Saint-Ours, sur la rue Immaculée Conception, connu au cadastre officiel de la dite ville de Saint-Ours, sous le numéro cent vingt-six (No. 126), de trente-neuf pieds de front sur deux cent soixante et dix-huit pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Ours, le **VINGT-SEPTIEME** jour du mois de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le huitième jour du mois d'octobre prochain.

**P. GUEVREMONT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Sorel, 21 juillet 1892. 3533 2  
 [Première publication, 23 juillet 1892.]

**FIERI FACIAS.***Superior Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **LOUIS MORIN**, Plaintiff; against  
 No. 3704. } **JOSEPH STANISLAS**  
**PIERRE BAZIN**, Defendant.

A piece of land situate in the town of Saint Ours, on Immaculée Conception street, known on the official cadastre for the said town of Saint Ours, under number one hundred and twenty-six (No. 126), containing thirty-nine feet in front by two hundred and seventy-eight feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Ours, on the **TWENTY-SEVENTH** day of the month of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of the month of October next.

**P. GUEVREMONT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Sorel, 21st July, 1892. 3534  
 [First published, 23rd July, 1892.]

**Ventes par le Shérif—Rimouski****Sheriff's Sales—Rimouski**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—Québec.*

Canada, } **PIERRE GARNEAU**,  
 Province de Québec, } **EDOUARD BUR-**  
 District de Rimouski. } **ROUGHS GARNEAU**,  
 No. 2576. } **FRANÇOIS XAVIER**

**GARNEAU** ET **JEAN GEORGES GARNEAU**, tous de la cité de Québec, marchands, et y faisant affaires comme tels en société, sous les nom et raison sociale de **P. Garneau, Fils & Cie**, Demandeurs ; contre **D. E. LANDRY**, de la paroisse de Sainte-Flavie, district de Rimouski, Défendeur.

Un emplacement situé au deuxième rang de la paroisse de Sainte-Flavie, au lieu appelé **Mont-Joly**, de vingt-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, formant partie au nord-est du lot numéro trois cent trente-neuf (339), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Flavie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; à charge d'une rente annuelle de dix piastres courant, payable à **Napoléon Lamontagne**, écuyer, de Sainte-Flavie.

Pour être vendu à la porte de l'église de **Mont-Joly**, paroisse de Sainte-Flavie, le **TREIZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain (1892), à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de septembre aussi prochain (1892).

**ALFR. MARTIN,**

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
 Rimouski, 4 juillet 1892. 3371 3  
 [Première publication, 9 juillet 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—Quebec.*

Canada, } **PIERRE GARNEAU**,  
 Province de Québec, } **EDOUARD BUR-**  
 District de Rimouski. } **ROUGHS GARNEAU**,  
 No. 2576. } **FRANÇOIS XAVIER**

**GARNEAU** AND **JEAN GEORGES GARNEAU**, all of the city of Québec, merchants, and doing business there as such in partnership under the style and firm of **P. Garneau, Fils & Cie**, Plaintiffs ; against **D. E. LANDRY**, of the parish of Sainte-Flavie, district of Rimouski, Defendant.

A lot situate in the second range of the parish of Sainte-Flavie, at the place called **Mont Joly**, of twenty-five feet in front by ninety feet in depth, forming part on the north east of lot number three hundred and thirty-nine (339), of the official cadastre of the said parish of Sainte-Flavie—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; subject to the charge of a yearly rent of ten dollars current, payable to **Napoleon Lamontagne**, esquire, of Sainte-Flavie.

To be sold at the church door of **Mont Joly**, parish of Sainte-Flavie, on the **THIRTEENTH** day of **SEPTEMBER** next (1892), at **TEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable on the fifteenth day of September also next (1892).

**ALFR. MARTIN,**

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
 Rimouski, 4th July, 1892. 3372  
 [First published, 9th July, 1892.]

## Ventes par le Shérif—Saguenay

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*

Malbaie, à savoir : } **G** **GEORGE AZARIE BINET**, No. 1546. } **G** **NET**, marchand, de la ville de Fraserville, district de Kamouraska; vs. **JOSEPH GAUDREAU**, journalier, de la paroisse Saint-Etienne de la Malbaie, district de Saguenay, à savoir :

Le terme non expiré d'un bail emphytéotique, en date du dix avril mil huit cent quatre-vingt-onze, à Joseph Gaudreau, par Demoiselles Adeline et Olivette Boucher de Belleville, pour tout le temps qui reste à écouler d'un certain bail emphytéotique, par John Nairne, *ès-qualité*, à Antoine Boucher Belleville, fait pour quatre-vingt-dix-neuf ans, qui ont commencé à courir du premier mai mil huit cent trente-quatre, octroyant un emplacement sis et situé dans le village Nairne, paroisse de la Malbaie, de soixante et quinze pieds de profondeur sur trente-six pieds de front; tenant au sud-ouest à la route en montant en ligne droite jusqu'au bout des soixante et quinze pieds, qui se trouvent à aller jusqu'au bas d'un certain roc; le dit emplacement devant se mesurer en prenant pour point de départ le dit roc sus-mentionné en descendant jusqu'à soixante et quinze pieds, et pour la largeur, le point de départ devant être du côté sud-ouest la continuation de la route existant en bas du dit emplacement, formant le dit emplacement partie des lots Nos. 560 et 561, du cadastre officiel de la paroisse de la Malbaie—avec ensemble toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

A la charge, par l'acquéreur, de payer annuellement et d'avance, aux demoiselles Adeline et Olivette Boucher de Belleville ou leurs représentants, la rente annuelle et emphytéotique de six piastres, ainsi que toutes les autres charges énumérées tel que stipulé en le bail ci-dessus en premier lieu mentionné.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, en la paroisse de la Malbaie, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingtième jour d'octobre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif,

Malbaie, 16 juillet 1892.

[Première publication, 23 juillet 1892.]

Shérif.

3517 2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **G** **GEORGE TREMBLAY**, No. 992. } **G** **charron**, de la paroisse Notre-Dame de Bonsecours, dite les Eboulements; contre **THOMAS TREMBLAY**, cultivateur, de la paroisse Saint-Hilarion, et **Médéric Gagnon**, cultivateur, de la dite paroisse Notre-Dame de Bonsecours, dite les Eboulements, à savoir :

Comme appartenant à **Thomas Tremblay** :

1° Une terre de six arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur, étant le lot No. 4, du cadastre

## Sheriff's Sales—Saguenay

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Malbaie, to wit : } **G** **GEORGE AZARIE BINET**, No. 1546. } **G** **merchant**, of the town of Fraserville, district of Kamouraska; vs. **JOSEPH GAUDREAU**, laborer, of the parish of Saint Etienne de la Malbaie, district of Saguenay, to wit :

The unexpired term of an emphyteutic lease, dated the tenth of April, one thousand eight hundred and ninety-one, to Joseph Gaudreau, by the Misses Adeline and Olivette Boucher de Belleville, for all the unexpired portion of a certain emphyteutic lease, by John Nairne, *ès-qualité*, to Antoine Boucher Belleville, made for ninety-nine years, which commences to run from the first of May, one thousand eight hundred and thirty-four, conceding a lot situate and being in Nairne village, parish of Malbaie, of seventy-five feet in depth by thirty-six feet in front; bounded on the south west by the by-road running straight up to the end of the seventy five feet, which is found going to the lower end of a certain rock; said lot measuring to start from the said above mentioned rock and going downwards a distance of seventy-five feet, and for its width, the starting point is to be from the south west side the continuation of the by-road running below the said lot, said lot forming part of lots Nos. 560 and 561, of the official cadastre of the parish of Malbaie—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to the charge upon the purchaser of paying yearly in advance to the Misses Adeline and Olivette Boucher de Belleville or their representatives, the yearly and emphyteutic rent of six dollars, as also all the other charges stipulated in the lease firstly hereinabove mentioned.

To be sold at my office, in the court house, in the parish of Malbaie, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of October next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office,

Malbaie, 16th July, 1892.

[First published, 23rd July, 1892.]

Shérif.

3518

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } **G** **GEORGE TREMBLAY**, No. 992. } **G** **wheelwright**, of the parish of Notre Dame de Bonsecours, dite les Eboulements; against **THOMAS TREMBLAY**, farmer, of the parish of Saint Hilarion, and **Médéric Gagnon**, farmer, of the said parish of Notre Dame de Bonsecours, dite les Eboulements, to wit :

As belonging to **Thomas Tremblay** :

1° A land of six arpents in front by twenty-six arpents in depth, being lot No. 4, of the official ca-

officiel de la paroisse Saint-Hilarion—avec bâtisses sus-érigées, y compris un moulin à bardeaux et un moulin à scie, circonstances et dépendances.

2° Une terre de trois arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur, étant le lot No. 5 B, du dit cadastre de Saint-Hilarion.

Comme appartenant à Médéric Gagnon :

1° Une terre de quatre arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur, étant le lot No. 4 A, du susdit cadastre de Saint-Hilarion.

2° Une terre de deux arpents de front sur cinquante arpents de profondeur, étant le lot No. 976, du cadastre officiel de la paroisse les Eboulements—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, les trois premiers lots, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hilarion, et le quatrième et dernier lot, à la porte de l'église de la paroisse les Eboulements, le TRENTEIEME jour d'AOUT prochain ; les trois premiers lots, à DIX heures du matin, et le dernier lot, à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour de septembre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Malbaie, 18 juin 1892. 3117 3  
[Première publication, 25 juin 1892.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, dans le village de Stanstead Plain.

Saint-François, à savoir : LA BANQUE DES No. 1186. LE CANTONS DE

L'EST, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, y faisant les affaires de banque et ailleurs, sous le nom incorporé de "La Banque des Cantons de l'Est," Demanderesse ; contre les terres et tenements de JEFFERY BARTON, du village de Lennoxville, dans le dit district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Ces morceaux de terre sis et situés dans le village de Lennoxville, dans le district de Saint-François, connus et désignés comme lots numéros cent soixante et seize et cent soixante et dix-sept (176 et 177), du plan du cadastre et livre de renvoi pour le dit village de Lennoxville—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la cité de Sherbrooke, dans le dit district, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 18 juillet 1892. 3525 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

cadastre de the parish of Saint Hilarion—with buildings thereon erected, including a shingle mill and a saw mill, circumstances and dependencies.

2° A lot of land of three arpents in front by twenty-six arpents in depth, being lot No. 5 B, of the said cadastre of Saint Hilarion.

As belonging to Mederic Gagnon :

1° A land of four arpents in front by twenty-six arpents in depth, being lot No. 4 A, of the said cadastre of Saint Hilarion.

2° A land of two arpents in front by fifty arpents in depth, being lot No. 976, of the official cadastre of the parish of Les Eboulements—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, the three first lots, at the church door of the parish of Saint Hilarion, and the fourth and last lot, at the church door of the parish of Les Eboulements, on the THIRTIETH day of AUGUST next ; the three first lots, at TEN of the clock in the forenoon, and the last lot, at THREE o'clock in the afternoon. Said writ returnable the third day of September next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Shérif.  
Malbaie, 18th June, 1892. 3118  
[First published, 25th June, 1892.]

### Sheriff's Sales—St-Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS.

In the Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at the village of Stanstead Plain.

Saint Francis, to wit : THE EASTERN TOWNSHIP'S BANK, a body

politic and corporate, having its principal office and place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and doing the business of banking there, and elsewhere, under the corporate name of the "Eastern Township's Bank," Plaintiffs ; against the lands and tenements of JEFFERY BARTON, of the village of Lennoxville, in said district of Saint Francis, Defendant, to wit :

Those certain pieces or parcels of land situate and being in the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, known and distinguished as lots numbers one hundred and seventy-six and one hundred and seventy-seven (Nos. 176 and 177), of the cadastral plan and book of reference for the said village of Lennoxville—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office for the registration division of Sherbrooke, at the city of Sherbrooke, in the said district, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 18th July, 1892. 3526  
[First published, 23rd July, 1892.]

## Ventes par le Shérif—St. Hyacinthe

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans ces six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***La Cour Supérieure.*

Canada, } **D**ONATE ALIAS  
Province de Québec, } **D**ONAT COTE,  
District de Saint-Hyacinthe, } père, Demandeur;  
No. 1360. } contre **E**USEBE  
**C**HAPUT, Défendeur; et Jean-Baptiste Blanchette  
*et al.*, Demandeurs sur distraction de frais, à savoir :  
Saisi sur le Demandeur Donat *alias* Donat Côté :  
Une terre sise en la troisième concession de la paroisse de Saint-Hilaire, district de Saint-Hyacinthe, contenant environ quatre-vingt cinq arpents et cinquante-cinq perches en superficie; bornée comme suit: en front au chemin de la dite troisième concession, en profondeur aux terres de la paroisse de Saint-Jean Baptiste de Rouville, d'un côté à Augustin Vallières ou représentants, de l'autre côté à Dame Théophile Monjeau ou représentants—avec bâtisses; étant le dit lot terre connu et désigné sous le numéro deux cent quatre vingt-trois (283), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Hilaire.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Hilaire, le **TROIS OCTOBRE** prochain à **UNE** heure de l'après-midi. Bref rapportable le quinze octobre prochain.

V. B. SICOTTE,

Bureau du Shérif, } Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 18 juillet 1892. } 3491 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } **D**AME THARSILE  
No. 35. } **D** C R A I G, épouse  
séparée quant aux biens de Joseph Prosper Dusablon, Demanderesse; contre **J**ACQUES ALIAS **J**IMMY ABRAN, en sa qualité de tuteur d'—

## Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***The Superior Court.*

Canada, } **D**ONATE ALIAS  
Province of Québec, } **D**ONAT COTE,  
District of Saint Hyacinth. } senior, Plaintiff; against  
No. 1360. } **E**USEBE **C**HAPUT,  
Defendant; and Jean Baptiste Blanchette *et al.*  
Plaintiffs by distraction of costs, to wit:

Seized on plaintiff Donat *alias* Donat Côté :  
A lot of land situate on the third concession, in the parish of Saint Hilaire, district of Saint Hyacinth, containing eighty-five arpents and fifty-five rods (perches) in superficies, more or less; bounded as follows: in front by the highway of said third concession, in rear by the lots of land of the parish Saint Jean-Baptiste of Rouville, on one side to Augustin Vallières or representatives, and on the other side by Mistress Théophile Monjeau or representatives—with buildings; said lot of land known and designated under number two hundred and eighty-three (283), on the official plan and book of reference for said parish of Saint Hilaire.  
To be sold at the church door of said parish of Saint Hilaire, on the **THIRD** of **OCTOBER** next, at **ONE** o'clock in the afternoon. Writ returnable the fifteen of October next.

V. B. SICOTTE,

Sheriff's Office, } Sheriff.  
Saint Hyacinth, 18th July, 1892. } 3492  
[First published, 23rd July, 1892.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } **D**AME THARSILE  
No. 35. } **D** C R A I G, wife separated  
as to property of Joseph Prosper Dusablon, Plaintiff; against **J**ACQUES ALIAS **J**IMMY ABRAN, in his quality of tutor duly appointed to Ephrem

ment nommé en justice à Ephrem Abran, enfant mineur issu du mariage légitime de feu Louis Abran et défunte Eléonore Thibault, Défendeur.

1° Un terrain ou emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Saint-Philippe, connu et désigné par le lot numéro deux cent quarante et un (241), du livre de renvoi et plan officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières—sans bâtisses.

2° Un terrain situé sur la rue Bureau, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné par le lot de terre numéro quatre cent quarante et un (441), du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières—avec une maison et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quatorzième jour d'octobre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 20 juillet 1892. 3503 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH TREFFLE  
No. 2. } DUREAU, Deman-  
deur ; contre GEORGE PEPIN, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Gertrude, dans le rand nord-est du petit Saint-Louis, étant le lot de terre numéro quatre cent cinquante-quatre du cadastre officiel d'enregistrement du comté Nicolet, fait pour la dite paroisse de Sainte-Gertrude—avec une grange dessus construite.

2° Un terrain situé dans le douzième rang du township de Maddington, en la paroisse de Sainte-Gertrude, étant le lot de terre quatre cent cinquante-trois, du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Nicolet, fait pour la dite paroisse de Sainte-Gertrude—avec les bâtisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Gertrude, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le sixième jour d'octobre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 20 juillet 1892. 3501 2  
[Première publication, 23 juillet 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure — District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } CHARLES JOSEPH  
No. 25. } MARCHILDON,  
Demandeur ; contre EVANGELISTE LANGEVIN,  
Défendeur.

Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, contenant deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur, connue et distinguée au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets, sous le numéro cent soixante et douze (172)—avec les bâtisses dessus contruites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 22 juin 1892. 3133 3  
[Première publication, 25 juin 1892.]

Abran, minor child issue of the lawful marriage of the late Louis Abran and the late Eleonore Thibault, Defendant.

1° An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the Saint Philippe street, known and designated as number two hundred and forty-one (241), on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre for the city of Three Rivers—without buildings.

2° A lot situate in the city of Three Rivers, on the Bureau street, known and designated as number four hundred and forty-one (441), of the registration cadastre for the city of Three Rivers—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Three Rivers, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth day of October next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 20th July, 1892. 3504  
[First published, 23rd July, 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } JOSEPH TREFFLE  
No. 2. } DUREAU, Plaintiff ;  
against GEORGE PEPIN, Defendant.

1° A land situate in the parish of Sainte Gertrude, in the range of north east of the Petit Saint Louis, being the lot of land known and designated as number four hundred and fifty-four, on the official registration cadastre of the county of Nicolet, made for the said parish of Sainte Gertrude—with a barn thereon erected.

2° A land situate in the twelfth range of the township of Maddington, in the parish of Sainte Gertrude, being lot number four hundred and fifty-three, of the official cadastre of the county of Nicolet, made for the said parish of Sainte Gertrude—with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Gertrude, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of October next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 20th July, 1892. 3502  
[First published, 23rd July, 1892.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } CHARLES JOSEPH  
No. 25. } MARCHILDON, Plain-  
tiff ; against EVANGELISTE LANGEVIN, Defen-  
dant.

A land situate in the second range of the concession of the parish of Saint Pierre les Becquets, containing two arpents in front by forty arpents in depth, known and designated on the official cadastre for the county of Nicolet, for the said parish of Saint Pierre les Becquets, as number one hundred and seventy-two (172)—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, on the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 22nd June, 1892. 3134  
[First published, 25th June, 1892.]

## ERRATA.

Page 1763, de la *Gazette Officielle* du 16 juillet 1892, nominations de juges de paix, pour le district de Beauharnois, au lieu de Hugh Collam, lisez : Hugh McCollam. 3849

Page 1914, de la *Gazette Officielle* du 6 août 1892, nominations de juges de paix, pour le district de Montréal, au lieu de John Dewit, lisez : John De Witt, jr. 3855

## Avis Divers

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec. }  
No. 1012.

Dame Félixine Shink, de Saint-Etienne de Beaumont, épouse de Joseph Roy, du même lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de biens.

W. J. MILLER,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 17 août 1892. 3851

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la dite province, octroyant une charte d'incorporation aux requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, les constituant en corps incorporé.

1° Le nom incorporé de la compagnie sera : The Laprairie Pressed Brick and Terra Cotta Company."

2° L'objet pour lequel la dite incorporation est demandée, est de manufacturer des briques, tuiles et autres articles faits avec glaise ou argile.

3° Le principal bureau d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie est de cent cinquante mille piastres, divisé en quinze cents actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants pour les dites lettres patentes sont :

Hugh Cameron, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, manufacturier ; Archibald Dunbar Taylor, des dits cité et district de Montréal, avocat ; Thomas Auguste Brisson, du village de Laprairie, dans le district de Montréal, médecin ; William Johnson, de la dite cité de Montréal, manufacturier ; et Thomas Henry Rothwell, de la ville de Godrich, dans la province d'Ontario, manufacturier.

Les dits Hugh Cameron, Archibald Dunbar Taylor, Thomas Auguste Brisson et William Johnson seront les premiers directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont sujets anglais résidents en Canada.

J. S. BUCHAN,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 22 juin 1892. 3847

## ERRATA.

Page 1763, of the *Official Gazette* of 16th July, 1892, appointments of justices of the peace, for the district of Beauharnois, instead of Hugh Collam, read : Hugh McCollam. 3850

Page 1914, of the *Official Gazette* of the 6th August, 1892, appointments of justices of the peace, for the district of Montreal, instead of John Dewit, read : John De Witt, jr. 3856

## Miscellaneous Notices

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Quebec. }  
No. 1012.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by Mrs Félixine Shink, of Saint Etienne de Beaumont, against her husband Joseph Roy, of the same place.

W. J. MILLER,

Attorney for Plaintiff.

Quebec, 17th August, 1892. 3852

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, for the issuing of letters patent under the great Seal of said province, granting a charter of incorporation to the petitioners and such others as may become members of the company constituting them a body corporate.

1° The corporate name of the company will be "The Laprairie Pressed Brick and Terra Cotta Company."

2° The object for which the said incorporation is sought, is the manufacture of bricks, tiles and all other articles made from clay or shale.

3° The chief place of business of the said company will be at the city of Montreal.

4° The proposed amount of capital stock of said company is one hundred and fifty thousand dollars, divided into fifteen hundred shares of one hundred dollars each.

5° The names in full and addresses and calling of each of the petitioners for such letters patent are :

Hugh Cameron, of the city of Toronto, in the province of Ontario, manufacturer ; Archibald Dunbar Taylor, of the said city and district of Montreal, advocate ; Thomas Auguste Brisson, of the village of Laprairie, in the district of Montreal, physician ; William Johnson, of the said city of Montreal, manufacturer ; and Thomas Henry Rothwell, of the town of Godrich, in the province of Ontario, manufacturer.

Of whom the said Hugh Cameron, Archibald Dunbar Taylor, Thomas Auguste Brisson and William Johnson will be the first or provisional directors of the said company. And all of whom are British subjects and resident in Canada.

J. S. BUCHAN,

Solicitor for petitioners.

Montreal, 22nd June, 1892. 3848

## Avis de Faillites

## ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Wilbrod Rolland, de Montréal, Failli.

Avis est donné que j'ai été nommé syndic en cette affaire, aux lieu et place de Louis Dupuy, décédé.

Un premier et dernier bordereau de dividende est déclaré, et sera sujet à objection jusqu'au 29e jour d'août courant (1892), après laquelle date il sera payé.

J. H. LECLERC,  
Syndic.

Bureau de Geo. Bury,  
81, rue Saint-Jacques, Montréal. 3853

## Bankrupt Notices

## INSOLVENT ACT OF 1875 AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of Wilbrod Rolland, of Montreal, an Insolvent.

Notice is hereby given that I have been appointed assignee in this matter, in the place and stead of Louis Dupuy, deceased.

A first and final dividend has been declared, and is open to objection until the 29th day of August instant (1892), after which date it shall be paid.

J. H. LECLERC,  
Assignee.

Office of Geo. Bury,  
81, Saint James street, Montreal. 3854

## INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 34.

## ANNONCES NOUVELLES.

Pages

## COURS, TERMES DES, CHANGÉS :

Bedford ..... 1986

## ERRATUM :

Page 1763—Juges de Paix—District de Beauharnois : Au lieu de Hugh Collam lisez Hugh McCollam ..... 2016

Page 1914.—Juges de Paix.—District de Montréal : Au lieu de John Dewit, lisez : John De Witt, jr. .... 2016

## FAILLIS :

## Cession :

Brodeur *et al.* ..... 1994  
Dme Lanaud ..... 1995  
Durocher ..... 1994

## Dividende :

Rolland ..... 2017

## Nomination de curateur :

Brulé ..... 1994  
Drolet ..... 1995

## LETTRES PATENTES, DEMANDE DE :

The Laprairie Pressed Brick and Terra Cotta Co ..... 2016

## NOMINATIONS :

## Commissaires pour décisions sommaires :

Saint-Médard de Warwick ..... 1985

## INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 34.

## NEW ADVERTISEMENTS.

Pages

## COURT, TERM OF, ALTERED :

Bedford ..... 1986

## ERRATUM :

Page 1763—Justices of the Peace—District of Beauharnois : Instead of Hugh Collam read Hugh McCollam ..... 2016

Page 1917.—Justices of the Peace.—District of Montreal : Instead of John Dewit, read ; John De Witt, jr. .... 2016

## INSOLVENTS :

## Assignment :

Brodeur *et al.* ..... 1994  
Dme Lanaud. .... 1995  
Durocher ..... 1994

## Dividend :

Rolland ..... 2017

## Appointment of curator :

Brulé ..... 1994  
Drolet ..... 1995

## LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :

The Laprairie Pressed Brick and Terra Cotta Co ..... 2016

## APPOINTMENTS :

## Commissioners for summary trial :

Saint Medard de Warwick ..... 1985

*Juges de paix :*

District de Montréal.....	1986
“ Saint-Hyacinthe.....	1985

**SÉPARATION DE BIENS :**

Dme Duval vs. Duquette .....	1991
Dme Kettyle vs. Drysdale .....	1991
Dme Papineau vs. Desève .....	1992
Dme Rodrigue vs. Charlebois .....	1991
Dme Rothschild vs. Goldberg .....	1991
Dme Shink vs. Roy .....	2016

**VENTES, FAILLITE :**

Cardinal .....	1998
----------------	------

**VENTES PAR LES SHERIFFS :****BEAUCE :**

Atkinson vs. Couture.....	1997
---------------------------	------

**MONTREAL :**

Lalonde vs. Garand .....	2005
Lalonde vs. Ranzon.....	2005

*Justices of the peace :*

District of Montreal .....	1986
“ Saint Hyacinthe.....	1985

**SEPARATION AS TO PROPERTY :**

Dme Duval vs. Duquette .....	1991
Dme Kettyle vs. Drysdale .....	1991
Dme Papineau vs. Deseve .....	1992
Dme Rodrigue vs. Charlebois .....	1991
Dme Rothschild vs. Goldberg .....	1991
Dme Shink vs. Roy .....	2016

**SALES IN INSOLVENCY :**

Cardinal .....	1998
----------------	------

**SHERIFFS' SALES :****BEAUCE :**

Atkinson vs. Couture.....	1997
---------------------------	------

**MONTREAL :**

Lalonde vs. Garand .....	2005
Lalonde vs. Ranzon.....	2005